

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
2026



SPIE, l'ambition partagée

I – Rapport de gestion

1.	Synthèse	3
2.	Faits marquants du premier semestre 2026	5
3.	Rapport d'activité	6
	3.1 Commentaires par segment	
	3.2 Résultats	
	3.3 Flux de trésorerie	
	3.4 Bilan	
	3.5 Conditions de financement	
4.	Perspectives	10
5.	Transactions avec les parties liées	10
6.	Facteurs de risques	11
7.	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026)	12
8.	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel au 30 juin 2026	13

II – Etats financiers consolidés intermédiaires

1. Synthèse

SPIE a réalisé une très bonne performance au premier semestre, marquée par le rebond attendu de la croissance organique au deuxième trimestre, la poursuite de l'amélioration des marges et une activité soutenue de croissance externe ciblée, notamment grâce au renforcement de sa plateforme de services industriels en Allemagne. L'excellente génération de trésorerie et sa discipline financière a permis au Groupe de poursuivre sa stratégie d'acquisitions tout en maintenant un bilan solide, comme en témoigne l'obtention récente du statut *Investment Grade* auprès de Fitch. Ces résultats illustrent la robustesse de son modèle économique, la qualité de son exécution à l'échelle du Groupe ainsi que sa capacité à tirer parti des opportunités créées par l'accélération des besoins de souveraineté énergétique et numérique en Europe. Le Groupe est ainsi pleinement confiant dans sa capacité à atteindre ses objectifs pour 2026 et à continuer de créer de la valeur sur le long terme.

La **production consolidée**¹ s'est établie à 5 156,6 millions d'euros, en hausse de +3,6 % par rapport au premier semestre 2025. La croissance organique s'est établie à +1,2 %, avec un rebond à +3,1 % au deuxième trimestre, confirmant le rattrapage progressif attendu après un premier trimestre (-0,9 %) affecté par des effets de saisonnalité défavorables. La croissance externe a contribué à hauteur de +2,7 %, reflétant l'intégration réussie des acquisitions réalisées en 2025. La cession d'une activité d'ascenseurs de taille réduite aux Pays-Bas a eu un impact limité de -0,1 %, tandis que les effets de change ont pesé à hauteur de -0,2 %.

L'**EBITA**¹ du Groupe a atteint 321,4 millions d'euros au premier semestre 2026, en progression de +6,9 % par rapport au premier semestre 2025. La **marge d'EBITA** s'est établie à 6,2 %, en hausse de +20 points de base sur un an. Cette nouvelle amélioration de la marge reflète l'accent mis par SPIE sur une sélection rigoureuse des contrats et une discipline tarifaire soutenue, un mix d'activités favorable ainsi que le maintien de standards d'exécution élevés à l'échelle du Groupe.

Le **résultat net ajusté**² (part du Groupe) s'est élevé à 186,5 millions d'euros au premier semestre 2026, en hausse de +11,9 % par rapport au premier semestre 2025.

Le **résultat net (part du Groupe)** s'est élevé à 112,0 millions d'euros au premier semestre 2026, contre (13,4) millions d'euros au premier semestre 2025. Le premier semestre 2025 incluait une charge exceptionnelle sans incidence sur la trésorerie de (120,4) millions d'euros, liée à la variation de juste valeur de la composante dérivée de l'obligation convertible ORNANE, contre (15,9) millions d'euros au premier semestre 2026 au titre du même traitement comptable. La charge nettement plus élevée enregistrée au premier semestre 2025 reflétait la forte appréciation du cours de l'action SPIE au cours de la période. La dilution potentielle pour les actionnaires à l'échéance de l'instrument demeure très limitée, estimée à 2,6 %, sur l'hypothèse d'un cours de l'action de 50 € au moment du remboursement (soit 155 % du prix de conversion)³. Le résultat net du premier semestre 2026 intègre également une charge de 10,1 millions d'euros liée à la contribution exceptionnelle d'impôts sur les sociétés en France, contre 11,8 millions d'euros au premier semestre 2025.

Reflétant le caractère fortement générateur de trésorerie du modèle économique de SPIE, le **besoin en fonds de roulement** (BFR) structurellement négatif du Groupe s'établissait à (799,7) millions d'euros à fin juin 2026, soit (28) jours de production, contre (730,1) millions d'euros, soit (27) jours de production, un an plus tôt. La poursuite de cette solide performance du BFR traduit une exécution rigoureuse ainsi que les actions engagées pour réduire la saisonnalité intra-annuelle du besoin en fonds de roulement. En conséquence, le **cash-flow opérationnel** s'est amélioré de 138,1 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025, pour atteindre 163,5 millions d'euros au premier semestre 2026. Cette évolution s'est traduite par une amélioration de 133,4 millions d'euros du **free cash-flow**, qui est ainsi positif à hauteur de 25,7 millions d'euros.

La **dette nette**, hors impact de la norme IFRS 16, s'est établie à 1 967,1 millions d'euros à fin juin 2026, contre 1 609,0 millions d'euros à fin juin 2025. Soutenu par une excellente performance du besoin en fonds de roulement, le ratio de **levier financier**⁴ n'a augmenté que modérément, passant de 1,9x à fin juin 2025 à 2,1x à fin juin 2026, malgré un niveau particulièrement

¹ La production et l'EBITA sont des indicateurs utilisés par la direction afin d'évaluer les résultats du Groupe. Le rapprochement entre ces indicateurs et les agrégats en vigueur est présenté en Note 6 de l'Annexe aux comptes semestriels consolidés

² Ajusté i) des éléments du résultat opérationnel retraités de l'EBITA du Groupe, ii) de la variation de la juste valeur et du coût amorti du dérivé lié à l'ORNANE et (iii) de l'impôt normatif sur le résultat correspondant

³ Dans l'hypothèse (i) d'un remboursement d'un montant en numéraire correspondant au montant principal des obligations et (ii) d'un remboursement en actions de la différence entre la valeur de conversion ou d'échange et le montant principal des obligations

⁴ Dette nette à fin juin / EBITDA pro forma hors impact de la norme IFRS 16 (dont impact des acquisitions en année pleine et hors intérêts minoritaires) sur douze mois glissants

soutenu d'activité de croissance externe (*bolt-on* M&A)
autofinancée.

2. Faits marquants du premier semestre 2026

2.1 Acquisitions *bolt-on*

SPIE a été très active sur le front des acquisitions au premier semestre 2026, en annonçant cinq opérations dans ses principales zones géographiques, représentant au total environ 670 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel supplémentaire. Cette accélération reflète la volonté constante du Groupe de se renforcer dans les services techniques à forte valeur ajoutée, ainsi que sa capacité éprouvée à mener avec rigueur des acquisitions ciblées créatrices de valeur et offrant des rendements élevés.

En Allemagne, SPIE a réalisé l'acquisition de ROFA Industrial Automation AG (environ 430 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2025, avec une marge *high single digit*), finalisée avec succès en juin 2026, et a signé un accord en vue de l'acquisition de SGS (environ 180 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel, avec une marge légèrement supérieure à 10 %). Ensemble, ces transactions constituent une montée en puissance majeure sur le marché attractif allemand des services industriels et renforcent significativement les compétences de SPIE dans les domaines de l'automatisation, de l'intralogistique, des infrastructures énergétiques et des installations industrielles. S'appuyant sur l'intégration réussie de Robur en 2024, ces deux acquisitions renforcent significativement la plateforme de services industriels de SPIE et créent des perspectives de synergies commerciales attractives avec plusieurs grands comptes. Elles devraient entraîner une relation du BPA ajusté dès la première année de consolidation.

SPIE a également renforcé sa présence en Europe centrale à travers les acquisitions de BLOCK Group en République tchèque, Invizo en Slovaquie et nimeg ag en Suisse. Ensemble, ces entreprises représentent environ 60 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel et renforcent le positionnement de SPIE dans les services à forte valeur ajoutée et à forte composante technologique, notamment dans les domaines des salles propres (*cleanrooms*), des solutions de bâtiments intelligents et des technologies du bâtiment.

L'ensemble de ces acquisitions sera autofinancé, conformément à la discipline financière de SPIE et à son engagement à maintenir un profil d'endettement solide et maîtrisé.

2.2 Financement et liquidité

Au premier semestre 2026, SPIE a encore renforcé son profil de crédit, l'agence Fitch Ratings ayant relevé sa notation de crédit long terme à la catégorie *Investment Grade* (BBB-, perspective stable) en avril 2026, contre BB+ précédemment. Cette amélioration reflète la forte génération de flux de trésorerie disponibles du Groupe, la solidité de sa croissance bénéficiaire, la maîtrise de son levier financier et l'augmentation de sa taille, ainsi que les progrès continus de sa rentabilité, soutenus par une discipline tarifaire rigoureuse, une sélection exigeante des projets et l'excellence opérationnelle. La notation de crédit long terme de SPIE attribuée par Standard & Poor's demeure quant à elle inchangée à BB+, avec une perspective stable.

Capitalisant sur cette reconnaissance, SPIE a réalisé avec succès l'émission, en mai 2026, d'une obligation indexée sur des objectifs de développement durable (*sustainability-linked bond*) de 600 millions d'euros, assortie d'une maturité de cinq ans et d'un coupon de 3,875 %. Ce nouvel instrument de dette contribue au maintien d'un niveau élevé de liquidité et allonge le profil de maturité de la dette du Groupe, avec une nouvelle échéance fixée à 2031. Les fonds levés accompagneront le développement du Groupe, notamment via l'autofinancement d'acquisitions ciblées, conformément à la politique financière rigoureuse de SPIE. L'émission a été largement sursouscrite, témoignant du fort intérêt des investisseurs institutionnels et de leur confiance dans la qualité de crédit de SPIE.

Parallèlement à ces opérations de financement et conformément à sa politique disciplinée d'allocation du capital, SPIE a racheté 1 250 000 de ses propres actions entre le 9 et le 19 mars 2026, afin de compenser partiellement l'effet dilutif des émissions d'actions réalisées dans le cadre du plan d'actionnariat salarié SHARE FOR YOU 2025 et du plan d'incitation à long terme du Groupe. Ces actions ont ensuite été annulées.

Au total, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 562 millions d'euros à fin juin 2026 (dont 562 millions d'euros de trésorerie et 1 milliard d'euros de ligne de crédit renouvelable non tirée), contre 1 295 millions d'euros à fin juin 2025 (respectivement 295 millions d'euros et 1 milliard d'euros).

3. Rapport d'activité

3.1 Commentaires par segment

Allemagne

L'Allemagne a de nouveau enregistré une performance remarquable au premier semestre 2026, avec une production en hausse de +4,6 %, dont +3,9 % de croissance organique, malgré une base de comparaison exigeante de +6,6 % au S1 2025. L'activité a fortement accéléré au cours du semestre, la croissance organique rebondissant à +7,3 % au T2, validant le rattrapage progressif attendu après les conditions météorologiques défavorables du début d'année. La croissance externe a contribué à hauteur de +2,2 %, reflétant les bonnes intégrations de PIK et Cyqueo, acquises en 2025, tandis que les acquisitions réalisées en 2026 devraient soutenir davantage la croissance au second semestre. Le transfert interne des anciennes activités non allemandes de Robur vers Global Services Energy et Central Europe a eu un impact négatif de -1,5 % sur la croissance publiée de la production, sans effet au niveau du Groupe.

L'Allemagne continue de bénéficier de puissants moteurs structurels liés à la transition énergétique et à la transformation numérique, qui se traduisent par un carnet de commandes record et une forte visibilité sur l'activité. Celle-ci a nettement accéléré au deuxième trimestre, les activités *High Voltage* et *City Networks & Grid* ayant progressivement rattrapé leur retard, comme anticipé, après les perturbations météorologiques du début d'année. Les activités de *Technical Facility Management* ont poursuivi leur forte dynamique de croissance, soutenue par des taux de renouvellement de contrats exceptionnels, de nouveaux gains de contrats et une demande croissante pour les solutions d'efficacité énergétique et de décarbonation. *Building Solutions* a continué de bénéficier d'une demande soutenue dans les *data centres*, qui constituent un important moteur de croissance, complétée par la poursuite de projets d'infrastructures de tunnels. Concernant les activités *Information & Communication Services*, SPIE a continué à tirer parti des compétences renforcées issues de ses récentes acquisitions dans les domaines de la cybersécurité et des systèmes audiovisuels, consolidant ainsi sa proposition de valeur et sa capacité à accompagner ses clients sur ces segments de marché attractifs. Enfin, *Industry Services* a de nouveau affiché une solide performance, portée par les activités récurrentes de maintenance et par une forte dynamique dans des marchés finaux attractifs tels que l'automatisation, la logistique, l'industrie pharmaceutique et les projets liés au GNL.

La marge d'EBITA de l'Allemagne a progressé de +20 points de base, pour atteindre 5,8 % au premier semestre 2026. Cette performance reflète le maintien d'une discipline opérationnelle rigoureuse, une sélection exigeante des contrats et un fort pouvoir de fixation des prix, soutenus également par un mix d'activités favorable.

France

En France, la production a progressé de +1,2 % au premier semestre 2026, portée par une contribution de +1,9 % liée à l'acquisition d'Artemys, finalisée fin janvier 2026, tandis que la croissance organique s'est établie à -0,7 %, avec une légère volatilité trimestrielle entre le T1 (+0,6 %) et le T2 (-1,9 %). Dans le même temps, la marge d'EBITA a progressé à 6,2 %, contre 6,1 % au S1 2025, illustrant la solidité du modèle économique de SPIE, fondé sur une sélection rigoureuse des contrats, une exécution maîtrisée et une structure de coûts agile et flexible.

La France a affiché une performance résiliente au premier semestre 2026, soutenue par une forte dynamique dans quatre de ses divisions, tandis que la croissance est restée pénalisée, comme attendu, par le ralentissement des programmes matures de déploiement de la fibre dans les activités *City Networks* ainsi que par un environnement de marché sélectif dans *Building Solutions*. À l'inverse, *Technical Facility Management* a poursuivi sa solide trajectoire de croissance, soutenue par une base de revenus récurrents et la montée en puissance de plusieurs contrats nationaux pluriannuels. L'activité *Industry* a fait preuve de résilience, portée par la demande sur les marchés liés à la transition énergétique, notamment le photovoltaïque et les systèmes de stockage d'énergie par batteries, tout en bénéficiant d'une exposition diversifiée à plusieurs marchés finaux, notamment l'agroalimentaire et l'aéronautique. ICS a continué d'enregistrer une croissance soutenue, grâce à son positionnement dans le *cloud*, la cybersécurité, les solutions de *digital workplace* et le *data management*, ainsi qu'au maintien d'un niveau d'activité élevé dans les *data centres*. Enfin, *Nuclear Services* a également réalisé une solide performance, soutenue par un niveau élevé d'activités de maintenance sur le parc nucléaire en exploitation.

North-Western Europe

Le segment North-Western Europe a enregistré une croissance de sa production de +3,3 % au premier semestre 2026, portée par une croissance organique de +1,9 % sur une base de comparaison particulièrement élevée (+8,1 % au S1 2025), une contribution des acquisitions de +1,7 % et un impact limité de -0,3 % lié à la cession d'une petite activité d'ascenseurs aux Pays-Bas. La croissance organique a nettement accéléré au cours de la période, atteignant +4,7 % au T2.

Aux Pays-Bas, les activités *High Voltage* ont continué de constituer un moteur essentiel de croissance, soutenues par les postes électriques. Les investissements continus dans le renforcement des réseaux et la transition énergétique ont également favorisé la progression du carnet de commandes et la visibilité. Concernant les activités *Information & Communication Services*, les services liés aux *data centres* ont poursuivi leur développement, tout comme les services managés et les activités de protection incendie. Plusieurs contrats de taille significative au sein de *Building Solutions* devraient contribuer plus sensiblement à l'activité à mesure de leur montée en puissance au cours du second semestre. *Industry Services* a une nouvelle fois affiché une performance résiliente, la dynamique des systèmes de stockage d'énergie par batteries (BESS) compensant en partie les conditions plus difficiles observées dans le secteur pétrochimique.

La Belgique a enregistré une très solide performance, portée par les activités *High Voltage* et BESS, malgré une base de comparaison particulièrement exigeante. Les activités *Building Solutions* et *Technical Facility Management* ont également contribué de manière significative à la croissance, reflétant des relations clients de long terme et des positions fortes sur des segments à forte valeur ajoutée, notamment dans l'industrie pharmaceutique.

La marge d'EBITA du segment North-Western Europe a progressé de +90 points de base, atteignant 7,8 % au premier semestre 2026. Cette performance remarquable a été portée par un mix d'activités favorable, en particulier dans les services liés à la transition énergétique, ainsi que par le maintien d'une discipline opérationnelle rigoureuse et une excellente exécution des projets dans l'ensemble du segment.

Central Europe

La production de Central Europe a progressé de +15,0 % au premier semestre 2026, portée par une contribution des acquisitions de +12,7 %, reflétant une activité soutenue de croissance externe en Pologne, en Suisse et en Autriche en 2025, ainsi qu'une contribution de +1,3 % liée au transfert interne des anciennes activités de Robur situées en Autriche. La croissance

organique a fortement rebondi au deuxième trimestre à +7,3 %, amorçant le rattrapage attendu et compensant intégralement la faiblesse du premier trimestre, affecté par des conditions météorologiques défavorables. Les effets de change ont contribué à hauteur de +1,1 %, principalement en raison de l'appréciation du franc suisse et du forint hongrois par rapport à l'euro.

En Pologne et en Slovaquie, la demande est demeurée particulièrement soutenue dans les activités *High Voltage*, portée par les investissements dans l'extension des réseaux électriques et la transition énergétique, tandis que les projets d'infrastructures de tunnels ont continué de soutenir l'activité en Autriche. La région a également bénéficié des premiers effets tangibles du rattrapage amorcé au deuxième trimestre. Dans ce contexte, le carnet de commandes a continué de se renforcer, offrant une forte visibilité sur l'activité dans l'ensemble de la région.

La marge EBITA de Central Europe a diminué de -90 points de base, à 2,4 % au premier semestre 2026, contre 3,3 % au premier semestre 2025. Cette évolution reflète un profil de reconnaissance des bénéfices plus saisonnier, ainsi que l'impact temporaire de conditions météorologiques défavorables au premier trimestre, dont les effets ont été plus marqués compte tenu de la taille plus réduite des pays composant ce segment.

Global Services Energy

La production de Global Services Energy a reculé de -4,6 % au premier semestre 2026, incluant une baisse organique de -6,7 %, principalement imputable à un deuxième trimestre plus faible, au cours duquel la croissance organique a reculé de -9,3 %. L'effet de change s'est élevé à -5,2 %, en raison de l'affaiblissement du dollar américain par rapport à l'euro.

Dans un contexte de marché globalement plus sélectif pour les activités *Oil & Gas*, les opérations au Moyen-Orient ont également été affectées à partir du mois de mars par le déclenchement du conflit en Iran. Les activités éoliennes ont poursuivi leur croissance, soutenues par l'intégration réussie des activités éoliennes internationales (anciennement ROBUR Wind) transférées au 1er janvier 2026 de SPIE Germany vers Global Services Energy, dans le cadre de la stratégie de diversification du segment. Ce transfert interne, sans impact au niveau du Groupe, apporte environ 40 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel supplémentaires à Global Services Energy. Il élargit son offre sur l'ensemble du cycle de vie des actifs éoliens et renforce ses capacités de maintenance des éoliennes, tant pour les générateurs que pour les pales.

La marge d'EBITA de Global Services Energy a diminué de -40 points de base, pour s'établir à 8,2 % au premier semestre 2026, en raison de l'effet dilutif des activités éoliennes transférées de SPIE Germany au premier trimestre 2026.

3.2 Résultats

3.2.1 Chiffre d'affaires consolidé IFRS

La production consolidée selon les normes IFRS s'est établie à 5 156,6 millions d'euros au premier semestre 2026, en hausse de +3,6 % par rapport au premier semestre 2025.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre la production et les produits des activités ordinaires selon les comptes consolidés IFRS. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à la note 6.1 de l'Annexe aux comptes semestriels.

<i>En millions d'euros</i>	1er Semestre 2026	1er Semestre 2025
Production	5 156,6	4 978,8
Activités holdings	14,5	14,6
Autres	(2,8)	0,6
Produits des activités ordinaires	5 168,3	4 994,0

3.2.2 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe (incluant les sociétés mises en équivalence) s'est élevé à 251,6 millions d'euros au S1 2026, contre 228,3 millions d'euros au S1 2025.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre l'EBITA et le résultat opérationnel consolidé. Pour plus d'informations, veuillez vous référer à la Note 6.1 de l'Annexe aux comptes semestriels.

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} Semestre 2026	1^{er} Semestre 2025
EBITA	321,4	300,6
Amortissement des actifs incorporels identifiés lors des acquisitions (PPA*)	(45,7)	(58,1)
Coûts d'intégrations	(0,1)	(0,9)
Commissions de nature financière	(0,7)	(0,6)
Charges IFRS 2 liées au plan LTIP	(11,5)	(10,9)
Coûts d'acquisitions	(11,9)	(0,3)
Autres éléments non-récurrents et impact des sociétés mises en équivalence	0,1	(1,5)
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des MEE	251,6	228,3

* Purchase Price Allocation

3.2.3 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à -43,0 millions d'euros au S1 2026, contre -44,8 millions d'euros au S1 2025.

3.2.4 Résultat avant impôts

Le résultat avant impôt s'est élevé à 178,1 millions d'euros, contre 1,0 million d'euros au premier semestre 2025. La période comparable de l'exercice précédent avait été fortement affectée par l'impact négatif non cash de -162,3 millions d'euros liée au traitement comptable de l'ORNANE selon les normes IFRS.

3.2.5 Impôts sur les résultats

Une charge d'impôt de -66,1 millions d'euros a été enregistrée au S1 2026 (contre -14,5 millions d'euros au S1 2025). Ce montant reflète un taux d'impôt sur les sociétés effectif de 30 % pour la période, conforme aux taux de 2025 et 2024. À la charge d'impôts calculée par application de ce taux effectif, s'ajoute le montant de la CVAE de la période.

3.2.6 Résultat net part du Groupe

Le résultat net (part du Groupe) est ressorti à 111,9 millions d'euros (par rapport à -13,4 millions d'euros au premier semestre 2025).

La période comparable de l'exercice précédent avait été fortement affectée par l'impact négatif non cash de -162,3 millions d'euros, relatif à la méthode de comptabilisation dite « *split accounting* » de l'obligation convertible de type ORNANE, en application de la norme IFRS.

3.3 Flux de trésorerie

Le **flux de trésorerie net généré par l'activité** s'est établi à 208,4 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 75,7 millions d'euros au premier semestre 2025. La forte saisonnalité de l'activité et du besoin en fonds de roulement du Groupe se traduisent, chaque année, par une variation négative du besoin en fonds de roulement au premier semestre.

Le **flux de trésorerie net lié aux activités d'investissement** s'est établi à -783,3 millions d'euros au S1 2026, contre -83,7 millions d'euros au S1 2025 en raison des acquisitions finalisées au premier semestre 2026. Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevées à -25,9 millions d'euros, en baisse par rapport au niveau du S1 2025 (-30,0 millions d'euros).

Le **flux de trésorerie net lié aux opérations de financement** s'est élevé à 214,3 millions d'euros au S1 2026 contre -336,0 millions d'euros au S1 2025.

En tenant compte de l'impact des variations de change de 0,1 million d'euros (contre -5,1 millions d'euros au premier semestre 2025), **la variation nette de trésorerie** s'est établie à -360,0 millions d'euros au premier semestre 2026, contre -349,1 millions d'euros au premier semestre 2025.

En conséquence, la **trésorerie et les équivalents de trésorerie** s'élevaient à 390,9 millions d'euros au 30 juin 2026, contre 295,4 millions d'euros au 30 juin 2025.

3.4 Bilan

Au 30 juin 2026, les **capitaux propres part du Groupe** s'élevaient à 2 086,8 millions d'euros, contre 2 152,4 millions d'euros à fin décembre 2025.

L'**endettement financier net** hors impact IFRS 16, s'est établie à €1 967,1 millions d'euros à fin juin 2026, contre 1 609,0 millions d'euros à fin juin 2025.

L'endettement financier net à fin juin 2026 comprend (i) un emprunt obligataire de 600 millions d'euros à échéance 2031, assorti d'un coupon annuel fixe de 3,875 %, (ii) un emprunt obligataire de 600 millions d'euros à échéance 2030, assorti d'un coupon annuel

fixe de 3,75 %, (iii) 600 millions d'euros d'emprunt à terme senior au 17 octobre 2027, (iv) une obligation convertible de type ORNANE de 400 millions d'euros à échéance 2028, assorti d'un coupon annuel de 2,0 %, (v) le programme de titrisation pour 300 millions d'euros.

Le **ratio d'endettement financier**⁶ hors IFRS 16 a augmenté modérément de 1,9x à fin juin 2025 à 2,1x à fin juin 2026, malgré un niveau particulièrement soutenu d'activité de croissance externe (*bolt-on* M&A) autofinancée.

⁶ Dette nette à fin juin / EBITDA pro forma hors impact de la norme IFRS 16 (dont impact des acquisitions en année pleine et hors intérêts minoritaires) sur douze mois glissants

3.5 Conditions de financement

Coût des lignes de crédit bancaire

Le tableau ci-dessous présente le coût des facilités de crédit mises en place en octobre 2022 (prêt à terme de 600 millions d'euros). Ces coûts correspondent à une marge ajoutée à l'EURIBOR (ou tout autre taux de référence applicable avec un plancher à zéro pour cent par an) qui varie en fonction du ratio de levier financier à la clôture de l'exercice (hors IFRS 16).

En juin 2024, SPIE a relevé le montant de sa ligne de crédit renouvelable à 1 000 millions d'euros⁶ et allongé sa maturité à 2029, dans les mêmes conditions de financement que celles établies en octobre 2022.

<i>Levier d'endettement financier (hors IFRS 16)</i>	<i>Prêt à terme</i>	<i>Ligne de crédit renouvelable</i>
Supérieur à 3,5x	2,000 %	1,600 %
Compris entre 3,0x et 3,5x	1,850 %	1,450 %
Compris entre 2,5x et 3,0x	1,700 %	1,300 %
Compris entre 2,0x et 2,5x	1,550 %	1,150 %
Compris entre 1,5x et 2,0x	1,400 %	1,000 %
Jusqu'à 1,5x	1,200 %	0,800 %

S'y ajoutent (i) un ajustement lié à des indicateurs de développement durable prévoyant une décote ou une prime maximale de 5 points de base (ii) une commission d'utilisation annuelle allant de 0,10 % à 0,40 % qui s'applique aux montants tirés sur la ligne de crédit renouvelable et (iii) une marge supplémentaire de 20 points de base pour les tirages en USD.

4. Perspectives 2026 confirmées

En 2026, SPIE vise :

- Forte croissance totale, tirée par la poursuite de la croissance organique et une activité d'acquisitions *bolt-on* soutenue
- Poursuite de l'expansion de la marge d'EBITA

5. Transactions avec des parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelle transaction significative entre parties liées au cours du premier semestre 2026, ni de modification significative des transactions entre parties liées figurant dans les comptes consolidés au 31 décembre 2025.

⁶ 1 000 millions d'euros jusqu'au 17/10/2027 et 940 millions d'euros jusqu'au 17/10/2029

6. Facteur de risques

Les facteurs de risque ne diffèrent pas de ceux figurant dans le Document d'enregistrement universel 2025, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 2 avril 2026. Ces risques et incertitudes comprennent ceux évoqués ou identifiés au chapitre 2 « Facteurs de risques et contrôle interne » du Document d'enregistrement universel 2025 de SPIE, complétés par les informations figurant dans la Note 19 de l'Annexe aux états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2026.

7. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026)

Il s'agit d'une traduction en anglais du rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle publiée en français fournie uniquement pour la commodité des utilisateurs anglophones. Ce rapport comprend des informations spécifiques à la vérification d'information donnée dans le rapport de gestion semestriel. Ce rapport doit être lu et interprété conformément à la législation française et aux normes d'exercices professionnels applicables en France

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société SPIE SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité. Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. De ce fait, nous n'exprimons aucune opinion sur l'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

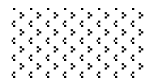
2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 juillet 2026
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Bertrand Baloché

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Bourgeois

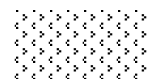


8. Déclaration du responsable du rapport financier semestriel au 30 juin 2026

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés semestriels sont établis conformément au corps de normes financières applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'opérations de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ; et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 30 juillet 2026

Mr Markus Holzke
Directeur général



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2026



Groupe SPIE



États financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2026



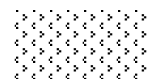
SOMMAIRE

1.	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	18
2.	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ.....	19
3.	BILAN CONSOLIDÉ	20
4.	TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ.....	21
5.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	22
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS		23
NOTE 1.	INFORMATION GÉNÉRALE	23
NOTE 2.	MODALITÉS DE PRÉPARATION	23
2.1.	DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	23
2.2.	PRINCIPES COMPTABLES	23
2.3.	HYPOTHÈSES CLÉS ET APPRÉCIATIONS	24
NOTE 3.	RETRAITEMENTS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	24
NOTE 4.	ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE	24
4.1.	PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS	24
4.2.	CHANGEMENT DE GOUVERNANCE	25
4.3.	EMISSION D'UN NOUVEL EMPRUNT OBLIGATAIRE « SUSTAINABILITY-LINKED »	25
4.4.	RISQUES GÉOPOLITIQUES	25
NOTE 5.	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	25
5.1.	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	26
NOTE 6.	INFORMATION SECTORIELLE	28
6.1.	INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	28
6.2.	ACTIFS NON COURANTS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	30
6.3.	PERFORMANCE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	30
6.4.	INFORMATIONS CONCERNANT LES CLIENTS IMPORTANTS	30
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE		30
NOTE 7.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES	30
NOTE 8.	COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	31
NOTE 9.	IMPÔTS.....	32
9.1.	TAUX D'IMPÔT	32
9.2.	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	32
NOTE 10.	RÉSULTAT PAR ACTION	33
10.1.	RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES.....	33
10.2.	NOMBRE D' ACTIONS	33
10.3.	RÉSULTAT PAR ACTION	34
NOTE 11.	DIVIDENDES	34
NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE.....		35
NOTE 12.	GOODWILL.....	35
NOTE 13.	ACTIFS INCORPORELS	36
13.1.	ACTIFS INCORPORELS – VALEURS BRUTES.....	37
13.2.	ACTIFS INCORPORELS – AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET VALEURS NETTES.....	37
NOTE 14.	DROITS D'UTILISATION.....	39
14.1.	DROITS D'UTILISATION – VALEURS BRUTES	40
14.2.	DROITS D'UTILISATION – AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET VALEURS NETTES	40
NOTE 15.	CAPITAUX PROPRES	40
NOTE 16.	PROVISIONS	41
16.1.	PROVISIONS POUR AVANTAGES ACCORDÉS AU PERSONNEL.....	41
16.2.	AUTRES PROVISIONS	41
NOTE 17.	BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	43
17.1.	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	43
17.2.	VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT : RÉCONCILIATION ENTRE LE BILAN ET LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE	44

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

17.3.	CLIENTS ET CRÉANCES RATTACHÉES	44
NOTE 18.	ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	45
18.1.	TITRES NON CONSOLIDÉS ET AUTRES PRETS LONG TERME	45
18.2.	TRÉSORERIE NETTE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.....	45
18.3.	DÉTAIL DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	46
18.4.	OBLIGATION CONVERTIBLE DE TYPE « ORNANE »	49
18.5.	DETTE NETTE	52
18.6.	RÉCONCILIATION AVEC LES POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE	53
18.7.	ÉCHÉANCIER DES PASSIFS FINANCIERS.....	53
18.8.	INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE.....	54
NOTE 19.	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	55
19.1.	INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	55
19.2.	RISQUE DE TAUX	56
19.3.	RISQUE DE CHANGE.....	57
19.4.	RISQUE DE CONTREPARTIE.....	58
19.5.	RISQUE DE LIQUIDITÉ	58
19.6.	RISQUE DE CRÉDIT	59
NOTE 20.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	59
NOTE 21.	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	59
21.1.	GARANTIES OPÉRATIONNELLES	59
21.2.	AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS ET RECUS.....	60
NOTE 22.	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE.....	60
22.1	CONTRAT DE LIQUIDITE	60
22.2	CROISSANCE EXTERNE EN ALLEMAGNE	60

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} Semestre 2026	1 ^{er} Semestre 2025
Produits des activités ordinaires		5 168,3	4 994,0
Charges opérationnelles		(4 966,9)	(4 811,3)
Autres produits de l'activité	7	44,2	44,8
Résultat opérationnel courant		245,6	227,5
Autres charges opérationnelles		(2,8)	(5,1)
Autres produits opérationnels		8,7	5,5
Autres produits et charges opérationnels	7	5,9	0,4
Résultat opérationnel		251,5	227,9
Profit / (perte) des participations mises en équivalence (MEE)		0,1	0,4
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des MEE		251,6	228,3
Charges d'intérêts et pertes sur équivalents de trésorerie		(48,8)	(49,4)
Revenus des équivalents de trésorerie		5,8	4,6
Coût de l'endettement financier net	8	(43,0)	(44,8)
Autres charges financières		(23,3)	(31,4)
Autres produits financiers		12,5	11,2
Variation de la juste valeur et coût amorti de la composante dérivée « ORNANE »	18.4	(19,7)	(162,3)
Autres produits et charges financiers	8	(30,5)	(182,5)
Résultat avant impôt		178,1	1,0
Impôts sur les résultats	9	(66,1)	(14,5)
Résultat net des activités poursuivies		112,0	(13,5)
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-	(0,0)
RESULTAT NET		112,0	(13,5)
Résultat net attribuable :			
. Aux actionnaires de la Société	10.1	111,9	(13,4)
. Aux intérêts ne conférant pas le contrôle		0,1	(0,1)
		112,0	(13,5)
Résultat net part du Groupe par action	10.3	0,66	(0,08)
Résultat net part du Groupe dilué par action		0,65	(0,08)
Résultat net dilué par action		0,65	(0,08)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



2. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} Semestre 2026	1 ^{er} Semestre 2025
Résultat net		112,0	(13,5)
Écarts actuariels sur les engagements postérieurs à l'emploi		11,6	14,0
Impact impôts différés		(3,1)	(4,3)
Éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net		8,5	9,7
Variation des écarts de conversion		1,9	(5,1)
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs		3,2	(0,2)
Impact impôts différés		(0,4)	0,0
Éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net		4,7	(5,3)
TOTAL RÉSULTAT GLOBAL		125,2	(9,1)
Attribuable :			
. Aux actionnaires de la société		125,1	(9,0)
. Aux intérêts ne conférant pas le contrôle		0,1	(0,1)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



3. BILAN CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	31 déc. 2025
Actifs non courants			
Actifs incorporels	13	1 179,7	1 182,6
Goodwill	12	4 413,7	4 295,0
Droits d'utilisation sur locations opérationnelles et financières	14	606,3	619,2
Actifs corporels		221,2	221,9
Titres mis en équivalence	18.8	13,9	13,5
Titres non consolidés et prêts à long terme	18.1	745,2	117,1
Autres actifs financiers non courants		5,6	5,3
Impôts différés actifs		239,2	242,7
Total actifs non courants		7 424,8	6 697,3
Actifs courants			
Stocks	17.1	65,4	47,5
Créances clients	17.3	2 670,4	2 314,2
Créances d'impôt	17.1	83,7	64,3
Autres actifs courants	17.1	552,1	376,5
Autres actifs financiers courants		4,9	3,7
Disponibilités et équivalents de trésorerie	18.2	416,2	791,8
Total actifs courants des activités poursuivies		3 792,7	3 598,0
Actifs destinés à être cédés		-	0,1
Total actifs courants		3 792,7	3 598,1
TOTAL ACTIFS		11 217,5	10 295,4

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	31 déc. 2025
Capitaux Propres			
Capital Social	15	79,6	80,0
Primes liées au capital		1 324,9	1 383,5
Autres réserves		570,4	512,5
Résultat net - part du Groupe		111,9	176,4
Capitaux propres - part du Groupe		2 086,8	2 152,4
Intérêts ne conférant pas le contrôle		19,6	18,7
Total capitaux propres		2 106,4	2 171,1
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières	18.3	2 401,1	1 793,0
Composante dérivée « ORNANE »	18.3 & 18.4	235,6	220,9
Dettes sur locations opérationnelles et financières non courantes	18.3	409,7	427,7
Provisions non courantes	16.2	154,3	151,1
Engagements envers le personnel	16.1	601,4	619,8
Autres passifs long terme	17.1	24,3	22,8
Impôts différés passifs		387,3	383,0
Passifs non courants		4 213,7	3 618,3
Passifs courants			
Fournisseurs	17.1	1 333,7	1 108,6
Emprunts et concours bancaires	18.3	348,6	374,2
Dettes sur locations opérationnelles et financières courantes	18.3	211,5	204,9
Provisions courantes	16.2	221,9	203,5
Dettes d'impôt	17.1	120,4	101,5
Autres passifs courants	17.1	2 661,2	2 512,7
Total passifs courants des activités poursuivies		4 897,3	4 505,5
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		-	0,5
Total passifs courants		4 897,3	4 506,0
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		11 217,5	10 295,4



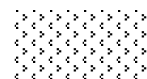
4. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	1 ^{er} Semestre 2026	1 ^{er} Semestre 2025
TRÉSORERIE D'OUVERTURE		751,0	644,5
Opérations d'exploitation			
Résultat net total consolidé		112,0	(13,5)
Elimination du résultat des mises en équivalence		(0,1)	(0,4)
Elimination des amortissements et provisions		204,6	202,0
Elim. de la valorisation à la juste valeur et coût amorti de la composante dérivée "ORNANE"	18.4	19,7	162,3
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(6,5)	(2,3)
Elimination de la charge (produit) d'impôt		66,1	14,5
Elimination du coût de l'endettement financier net		43,0	44,8
Autres produits et charges sans incidence en trésorerie		25,6	19,8
Capacité d'autofinancement		464,3	427,2
Impôts payés		(81,0)	(77,8)
Incidence de la variation du BFR	17	(174,9)	(274,4)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	0,7
Flux de trésorerie net généré par l'activité		208,4	75,7
Opérations d'investissements			
Incidence des variations de périmètre	5.1	(761,3)	(57,8)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(25,9)	(30,0)
Acquisition d'actifs financiers		(0,1)	-
Variation des prêts et avances consentis		1,4	(0,2)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,6	4,3
Flux de trésorerie net liés aux opérations d'investissement		(783,3)	(83,7)
Opérations de financement			
Opérations sur actions propres		(59,0)	(39,3)
Émission d'emprunts	18.6	593,8	595,8
Remboursement d'emprunts ⁽ⁱ⁾	18.6	(132,8)	(710,5)
Intérêts financiers nets versés ⁽ⁱⁱ⁾		(49,9)	(48,5)
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires (sans prise/perte de contrôle)		(3,4)	(5,5)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(132,1)	(126,0)
Dividendes payés aux minoritaires		(1,9)	(2,0)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		214,7	(336,0)
Incidence de la variation des taux de change		0,1	(5,1)
Variation nette de trésorerie		(360,0)	(349,1)
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	18.2	390,9	295,4

⁽ⁱ⁾ Les flux liés au remboursement du principal du passif locatif, en application d'IFRS 16, s'élèvent à 115,2 millions d'euros au 30 juin 2026 et 104,2 millions d'euros au 30 juin 2025.

⁽ⁱⁱ⁾ Les flux liés à la charge d'intérêts sur le passif locatif, s'élèvent à 9,9 millions d'euros au 30 juin 2026 et 6,5 millions d'euros au 30 juin 2025.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

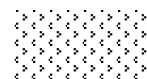


5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En millions d'euros excepté pour le nombre d'actions</i>	Nombre d'actions en circulation	Capital	Primes liées au capital	Réserves consoli- dées	Réserves de conversion	Réserves de couverture	Autres réserves	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
AU 31 DÉCEMBRE 2024	168 900 560	79,4	1 362,0	559,0	(7,8)	(5,9)	90,5	2 077,2	22,5	2 099,7
Résultat net		-	-	(13,4)	-	-	-	(13,4)	(0,1)	(13,5)
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(5,2)	(0,1)	9,7	4,4	0,1	4,5
Résultat global		-	-	(13,4)	(5,2)	(0,1)	9,7	(9,0)	(0,0)	(9,0)
Dividendes				(126,1)	-	-	-	(126,1)	(2,0)	(128,1)
Émission d'actions	422 954	0,2	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	(1 250 000)	(0,6)	(38,7)	-	-	-	-	(39,3)	-	(39,3)
Variations de périmètres et autres		-	-	(0,7)	-	-	-	(0,7)	1,0	0,3
Engagements de rachats accordés à des actionnaires minoritaires (<i>Put</i>)		-	-	(6,4)	-	-	-	(6,4)	-	(6,4)
Autres mouvements		-	0,0	-	-	-	6,8	6,8	-	6,8
AU 30 JUIN 2025	168 073 514	79,0	1 323,1	412,4	(13,0)	(6,0)	107,0	1 902,5	21,5	1 924,0
AU 31 DÉCEMBRE 2025	170 175 397	80,0	1 383,5	524,0	(16,0)	(4,0)	184,9	2 152,4	18,6	2 171,1
Résultat net		-	-	111,9	-	-	-	111,9	0,1	112,0
Autres éléments du résultat global		-	-	-	2,3	2,3	8,5	13,2	0,0	13,2
Résultat global		-	-	-	2,3	2,3	8,5	125,1	0,2	125,2
Dividendes				(132,1)	-	-	-	(132,1)	(1,8)	(133,9)
Émission d'actions	432 638	0,2	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	(1 250 000)	(0,6)	(58,4)	-	-	-	-	(59,0)	-	(59,0)
Variations de périmètres et autres		-	-	(0,4)	-	-	-	(0,4)	2,6	2,2
Engagements de rachats accordés à des actionnaires minoritaires (<i>Put</i>)		-	-	(7,9)	-	-	-	(7,9)	-	(7,9)
Autres mouvements		-	0,0	-	-	-	8,7	8,7	-	8,7
AU 30 JUIN 2026	169 358 035	79,6	1 324,9	495,5	(13,7)	(1,6)	202,1	2 086,8	19,6	2 106,4

Note au tableau de variation des capitaux propres consolidés

Cf. Note 15.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1. INFORMATION GÉNÉRALE

Le Groupe SPIE, qui opère sous la marque commerciale SPIE, est le leader indépendant européen des services en génie électrique, mécanique et climatique, de l'énergie et des systèmes de communication.

La société SPIE SA est une société anonyme, immatriculée à Cergy (France), cotée sur le marché réglementé d'Euronext Paris depuis le 10 juin 2015. Le siège social de la société est situé au 10, avenue de l'Entreprise, 95 863 Cergy-Pontoise Cedex, France.

Les comptes consolidés intermédiaires du Groupe SPIE ont été établis sous la supervision du Conseil d'Administration en date du 29 juillet 2026.

NOTE 2. MODALITÉS DE PRÉPARATION

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés semestriels condensés du Groupe ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Reporting Financier Intermédiaire ». S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, qui ont été préparés en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables et les méthodes d'évaluation applicables utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du Groupe sont décrits et en préambule des notes annexes aux états financiers.

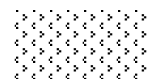
Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1er janvier 2026

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2026 sont les suivantes :

- Amendement à IFRS 9 : « Instruments financiers »
- Amendement à IFRS 7 : « Instruments financiers : informations à fournir »
- Amendement à IAS 21 : « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » : conversion dans une monnaie de présentation qui est celle d'une économie hyperinflationniste.

Le Groupe n'a pas identifié d'impact significatif lors de la mise en œuvre de ces normes et amendements.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



Normes et interprétations émises mais d'application non encore obligatoire au 1er janvier 2026

Les normes, interprétations et amendements déjà publiés par l'IASB et pouvant avoir un impact sont les suivants :

- IFRS 18 : « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », applicable au 1^{er} Janvier 2027.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'IFRS 18, les travaux d'analyse sont en cours. À ce stade, les impacts identifiés pour le Groupe apparaissent limités.

Le Groupe prévoit de maintenir sa structure de compte de résultat par nature ainsi que ses principaux indicateurs de performance (MPM), à savoir l'*EBITA* et l'*Adjusted Net Income* (ANI), en cohérence avec les nouvelles exigences de présentation et d'information.

Par ailleurs, la norme introduit une nouvelle catégorie « investissements » dans le compte de résultat dans laquelle les produits de placements et les résultats de mise en équivalence seront présentés.

2.3. HYPOTHÈSES CLÉS ET APPRÉCIATIONS

L'élaboration des états financiers consolidés intermédiaires en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de la période.

Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses clés et aux appréciations portent sur les pertes de valeur des goodwill, les avantages du personnel, la reconnaissance du revenu et de la marge sur les contrats de services à long terme, les provisions pour risques et charges et la reconnaissance des impôts différés actifs.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Ces estimations et appréciations sont susceptibles d'être modifiées au cours des périodes ultérieures et d'entraîner des ajustements du chiffre d'affaires, des provisions et des impôts différés actifs.

NOTE 3. RETRAITEMENTS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

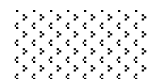
Néant.

NOTE 4. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

4.1. PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le 6 mars 2026, SPIE a confié à un prestataire de services d'investissement un mandat portant sur l'acquisition d'un nombre maximum de 1 250 000 actions SPIE, sur une période s'étendant du 9 mars 2026 au 30 avril 2026. Le 20 mars 2026, SPIE a annoncé en conséquence le rachat de 1 250 000 actions propres. Ces actions ont été annulées le 30 mars 2026 et compensent partiellement l'impact dilutif de l'émission de nouvelles actions dans le cadre du plan d'actionnariat salarié SHARE FOR YOU 2025 et du plan d'intéressement à long terme du Groupe.

Ce programme de rachat d'actions a été mis en œuvre dans le cadre de la délégation accordée par l'Assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2025 au titre de sa 14^{ème} résolution.



4.2. CHANGEMENT DE GOUVERNANCE

Le 6 mars 2026, M. Gauthier Louette a informé le Conseil d'administration de sa décision de ne pas solliciter le renouvellement de ses fonctions de Président-directeur général à l'issue de son mandat, dans le respect de la limite d'âge fixée par les statuts de SPIE.

Conformément au plan de succession, le Conseil d'administration a décidé d'adopter une nouvelle structure de gouvernance prévoyant la séparation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général.

En conséquence, le Conseil d'administration a décidé à l'unanimité de nommer M. Markus Holzke en qualité de Directeur général et d'Administrateur et M. Patrick Jeantet en qualité de Président non-exécutif du Conseil d'administration, avec effet à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 30 avril 2026.

4.3. EMISSION D'UN NOUVEL EMPRUNT OBLIGATAIRE « SUSTAINABILITY-LINKED »

Le 6 mai 2026, SPIE SA a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire indexé sur des critères de développement durable d'un montant de 600 millions d'euros. Les obligations, d'une maturité de 5 ans et portant intérêt à 3,875% l'an, ont été admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

4.4. RISQUES GÉOPOLITIQUES

Conflit militaire au Moyen-Orient

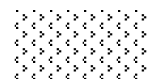
Le Groupe SPIE n'exerce aucune activité en Iran et en Israël.

Cependant le Groupe SPIE porte une attention particulière au développement de ce conflit, débuté le 28 février 2026, notamment pour ses activités du segment SPIE Global Services Energy au Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak et Arabie Saoudite, représentant environ 1% du chiffre d'affaires du Groupe.

NOTE 5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les variations du périmètre de consolidation incluent :

- Les sociétés acquises durant la période ;
- Les sociétés acquises au cours de périodes précédentes et qui n'avaient pas les ressources nécessaires à la production d'informations financières conformes aux standards du Groupe dans les temps impartis. Ces sociétés entrent dans le périmètre de consolidation dès que ces informations financières sont disponibles ;
- Les sociétés provisoirement détenues en tant qu'actifs financiers ;
- Les sociétés nouvellement créées ;
- Les sociétés sortant du périmètre.



5.1. VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

5.1.1. SOCIÉTÉS ACQUISES AU COURS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS ET CONSOLIDÉES EN 2026

- Le 7 novembre 2025, SPIE a acquis **ECOexperts** en Autriche. ECOexperts s'est imposée ces dernières années comme un intégrateur de systèmes, spécialisé dans la gestion des tunnels et du trafic. L'entreprise propose des services d'ingénierie, de gestion de projet et de réalisation. En 2025, ECOexperts a généré un chiffre d'affaires de c. 6 millions d'euros et emploie actuellement 21 personnes. La contrepartie transférée s'est élevée à 5,2 millions d'euros.
- Le 8 décembre 2025, SPIE a acquis **CYQUEO** en Allemagne. Cyqueo, basé à Munich, est un fournisseur de solutions spécialisé en cybersécurité. L'entreprise dispose d'un vaste réseau de partenaires, d'une expertise approfondie en Zero Trust, sécurité cloud, protection des terminaux et services de sécurité managés, ainsi que de relations clients de longue date avec des organisations de taille moyenne et grande. Actuellement, 1,6 million d'utilisateurs sont protégés grâce aux solutions de Cyqueo, qui dispose d'un niveau de certification exceptionnellement élevé. Avec une moyenne d'environ 16 certifications pertinentes par collaborateur, l'entreprise figure parmi les fournisseurs de cybersécurité les mieux qualifiés sur le marché allemand. Cyqueo est l'un des plus grands partenaires de Zscaler et Proofpoint en Allemagne, avec un partenariat de plus de 15 ans. SPIE s'enrichit ainsi d'une équipe hautement qualifiée et élargit son offre de services dans un environnement où la sécurité est critique. Fondée en 2003, Cyqueo emploie 28 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires c. 20 millions d'euros en 2024. La contrepartie transférée s'est élevée à 34,4 millions d'euros.
- Le 12 décembre 2025, SPIE a acquis **PIK AG** en Allemagne. Basée à Berlin, PIK emploie environ 170 personnes et intervient principalement dans le nord et l'est de l'Allemagne. L'entreprise est spécialisée dans l'intégration et la maintenance de systèmes audiovisuels complexes, notamment pour les salles de conférence, amphithéâtres et salles de concert. Son portefeuille de services complet couvre l'intégration globale des technologies audiovisuelles et d'éclairage — de la planification et la gestion de projet à l'installation, la mise en service, le service et la maintenance. PIK s'adresse à une clientèle issue de divers secteurs, y compris les infrastructures critiques. Au cours de l'exercice 2024, PIK a généré un chiffre d'affaires c. 42 millions d'euros. La contrepartie transférée s'est élevée à 29,8 millions d'euros.

Ces sociétés ont été consolidées au cours du premier semestre 2026.

5.1.2. ACQUISITIONS ET CRÉATIONS DE LA PÉRIODE CONSOLIDÉES DURANT L'EXERCICE

Les principales acquisitions de la période sont :

	Pays	Type d'entrée	Date d'entrée	Méthode de consolidation*	% d'intérêt	% de contrôle
Nouvelles sociétés						
Artemys	France	Acquisition	29/01/2026	I.G.	93	93
INVIZO	Slovaquie	Acquisition	11/02/2026	I.G.	100	100

* I.G. : Intégration globale

Les entrées dans le périmètre de consolidation correspondant à des acquisitions en 2026 sont les suivantes :

- Le 29 janvier 2026, SPIE a acquis le groupe **Artemys** basé en France. Artemys est spécialisée dans la conception, la gestion et la transformation des systèmes d'information de ses clients. Le groupe dispose d'un portefeuille de clients diversifié notamment dans les secteurs des services financiers, de l'énergie, et du luxe. Artemys a généré un chiffre d'affaires de c. 82 millions d'euros en 2024 et emploie 420 personnes. La contrepartie transférée s'est élevée à 75,0 millions d'euros.



- Le 11 février 2026, SPIE a acquis le groupe **INVIZO** en Slovaquie. La groupe INVIZO est spécialisée dans la conception, la mise en œuvre, l'intégration et la maintenance de systèmes de sécurité, notamment les systèmes de protection incendie électroniques, le contrôle d'accès, la vidéosurveillance (CCTV), la détection d'intrusion et les installations électriques intelligentes. INVIZO a généré un chiffre d'affaires d'environ 7 millions d'euros en 2024 et emploie environ 80 salariés. La contrepartie transférée s'est élevée à 1,4 millions d'euros.

5.1.3. SOCIÉTÉS NON ENCORE CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2026.

Les entités nouvellement acquises au cours de l'exercice et détenues en tant qu'actifs financiers ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin. Compte tenu de l'acquisition de ces sociétés à une date proche de l'arrêté du 30 juin, ces participations sont comptabilisées en titres non consolidés et seront intégrées au périmètre de consolidation lors de la prochaine clôture.

- Le 29 mai 2026, SPIE a acquis **Worley Power Services** en Australie. Worley Power Services s'est imposée comme le leader incontesté du marché en matière de gestion d'actifs sur l'ensemble de leur cycle de vie. Ses services incluent l'exploitation et la maintenance (O&M) de parcs éoliens, de centrales électriques et de gazoducs à travers l'Australie. En 2025, Worley Power Services a généré un chiffre d'affaires de c. 70 millions d'euros et emploie actuellement 320 personnes. La contrepartie transférée s'est élevée à 34,3 millions d'euros.
- Le 3 juin 2026, SPIE a acquis le groupe **ROFA industrial Automation AG (ROFA)** en Allemagne. ROFA est un acteur majeur des services industriels en Allemagne. L'entreprise fournit des solutions clés en main dans l'automatisation des usines, qui représente environ 80% de son chiffre d'affaires, ainsi que dans l'automatisation des entrepôts et de la logistique (environ 20%). Son offre couvre l'ensemble du cycle de vie des projets : conseil, ingénierie logiciel/matériel, fabrication, mise en service et services après-vente. Au cours de l'exercice 2025, ROFA a généré un chiffre d'affaires de c. 430 millions d'euros et emploie actuellement plus de 1200 collaborateurs. La contrepartie transférée, pour la première tranche acquise de 89,7% s'est élevée à 611,8 millions d'euros.

L'acquisition de ROFA sera intégrée au périmètre de consolidation du Groupe à compter de la prochaine clôture trimestrielle. L'impact de cette acquisition sur les résultats de l'exercice sera appréhendé sur la base d'un contributif de sept mois. Le Groupe mettra en œuvre un processus d'allocation du prix d'acquisition visant notamment à identifier et valoriser les principaux actifs incorporels acquis, tels que la marque, la relation clients et le carnet de commande, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3R.

Le 10 juillet 2026, le Groupe a procédé à l'acquisition d'une seconde tranche du Groupe ROFA Industrial Automation AG (ROFA) pour un montant de 71,0 millions, portant le pourcentage d'intérêts du Groupe de 89,67% à 100%.

- Le 8 juin 2026, SPIE a acquis le groupe **BLOCK en République tchèque**. Le groupe BLOCK fournit des services complets couvrant l'ensemble du cycle de vie d'un projet – de la conception et de l'ingénierie à la mise en œuvre, en passant par les services et la validation. Son domaine d'expertise inclut également les systèmes d'automatisation des procédés ainsi que les installations haute tension. Au titre de l'exercice 2025, le groupe BLOCK a généré un chiffre d'affaires de c. 50 millions d'euros et employait environ 160 professionnels en mars 2026. La contrepartie transférée s'est élevée à 42,4 millions d'euros.
- Le 30 juin 2026, SPIE a acquis **Nimeg AG** en Suisse. Nimeg AG, dont le siège est situé à Baden-Dättwil dans le canton d'Argovie, est spécialisée dans les services d'ingénierie, de planification et de gestion de projets en environnements GMP (Good Manufacturing Practice) pour des projets EPCMV (Engineering, Procurement, Construction Management and Validation). L'entreprise met à disposition de sa clientèle de premier plan dans les sciences de la vie (pharmacie, chimie, biotechnologies, dispositifs médicaux) une expertise complète en ingénierie pour la planification et la gestion de projets GMP complexes. En 2025, la société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 5 millions d'euros. La contrepartie transférée s'est élevée à 10,4 millions d'euros.



5.1.4. SOCIÉTÉS CÉDÉES OU LIQUIDÉES

- **R&H International B.V.**, aux Pays-Bas, liquidée le 07 avril 2026 ;
- **THERMAT**, en France, cédée le 31 mai 2026 et ;
- **HORUS**, en France, liquidée le 30 juin 2026.

5.1.5. CHANGEMENTS DE MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Néant.

NOTE 6. INFORMATION SECTORIELLE

Règles et méthodes comptables

Les segments opérationnels sont présentés sur les mêmes bases que celles utilisées dans le reporting interne fourni à la Direction du Groupe.

Le directeur général du Groupe examine régulièrement les résultats opérationnels des segments pour évaluer leur performance et décider de l'affectation des ressources ; il a été identifié comme le principal décideur du Groupe. L'information synthétique destinée à l'analyse stratégique est articulée autour des indicateurs de Production et d'EBITA.

L'activité du Groupe est regroupée aux fins d'analyse et de prise de décisions en cinq segments opérationnels qui se caractérisent par un modèle économique très homogène, notamment en termes de produits et services offerts, d'organisation opérationnelle, de typologie de clients, de facteurs clefs de succès et de critères d'appréciation de la performance.

Ces segments opérationnels sont les suivants :

- Germany
- France
- North-Western Europe (Pays-Bas et Belgique)
- Central Europe (Pologne, Suisse, Autriche, République Tchèque, Hongrie et Slovaquie)
- Global Services Energy

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

La production telle que présentée dans le reporting interne représente l'activité opérationnelle réalisée par les sociétés du Groupe, notamment en intégrant des sociétés consolidées par mise en équivalence ou non encore consolidées.

L'EBITA, tel que présenté dans le reporting interne, représente le résultat dégagé par les opérations pérennes du Groupe avant impôts et résultat financier. Il se calcule avant amortissement des actifs incorporels identifiés lors des acquisitions - marques, carnets de commandes et clientèles - (*PPA*). La marge est exprimée en pourcentage de la production.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



<i>En millions d'euros</i>	Germany	France	North-Western Europe	Central Europe	Global Services Energy	Holdings	TOTAL
Janvier à juin 2026							
Production *	1 755,6	1 654,6	1 073,3	443,7	229,4	-	5 156,6
EBITA	102,7	102,0	83,4	10,8	18,7	3,8	321,4
<i>EBITA en % de la production</i>	<i>5,8%</i>	<i>6,2%</i>	<i>7,8%</i>	<i>2,4%</i>	<i>8,2%</i>	<i>n/a</i>	<i>6,2%</i>
Janvier à juin 2025							
Production *	1 678,0	1 635,4	1 039,1	385,8	240,5	-	4 978,8
EBITA	94,7	99,1	71,9	12,6	20,7	1,6	300,6
<i>EBITA en % de la production</i>	<i>5,6%</i>	<i>6,1%</i>	<i>6,9%</i>	<i>3,3%</i>	<i>8,6%</i>	<i>n/a</i>	<i>6,0%</i>

*Le 1^{er} janvier 2026, l'activité Wind, hors Allemagne, d'ISW (ex Robur) a été transférée du secteur opérationnel Germany vers le secteur opérationnel Global Services Energy (principalement) représentant environ 25 millions d'euros de production.

Rapprochement entre production et produits des activités ordinaires (IFRS)

<i>En millions d'euros</i>		1 ^{er} Semestre 2026	1 ^{er} Semestre 2025
Production		5 156,6	4 978,8
Activités holdings	(a)	14,5	14,6
Autres	(b)	(2,8)	0,6
Produits des activités ordinaires		5 168,3	4 994,0

(a) Chiffres d'affaires hors Groupe de SPIE Operations et autres entités non opérationnelles principalement liés aux remises fournisseurs de fin d'année.

(b) Refacturation des prestations effectuées par les entités du Groupe à des co-entreprises non gérées ; refacturations ne relevant pas de l'activité opérationnelle (essentiellement refacturation de dépenses pour compte de tiers) ; retraitement de la production réalisée par des sociétés intégrées par mise en équivalence.

Rapprochement entre EBITA et résultat opérationnel consolidé

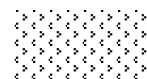
<i>En millions d'euros</i>		1 ^{er} Semestre 2026	1 ^{er} Semestre 2025
EBITA		321,4	300,6
Amortissement des actifs incorporels identifiés lors des acquisitions (PPA*)	(a)	(45,7)	(58,1)
Coûts d'intégrations		(0,1)	(0,9)
Commissions de nature financière		(0,7)	(0,6)
Charges IFRS 2 liées au plan LTIP		(11,5)	(10,9)
Coûts d'acquisitions		(11,9)	(0,3)
Autres éléments non-récurrents et impact des sociétés mises en équivalence		0,1	(1,5)
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des MEE		251,6	228,3

* Purchase Price Allocation

(a) Au premier semestre 2026, le montant des amortissements des actifs incorporels identifiés lors des acquisitions (PPA) comprend essentiellement (2,4) millions d'euros au titre de WorkspHERE, (3,0) millions d'euros au titre de Bridging IT, (5,1) millions d'euros au titre de Robur, (4,7) millions d'euros au titre d'ICG, (6,1) millions d'euros au titre d'Otto, (2,1) millions d'euros au titre de Stangl, (3,6) millions d'euros au titre de SD Fiber et (2,6) millions d'euros au titre d'Artemys.

Au premier semestre 2025, le montant des amortissements des actifs incorporels identifiés lors des acquisitions (PPA) comprend essentiellement (17,0) millions d'euros au titre du groupe SAG en Allemagne, (2,4) millions d'euros au titre de WorkspHERE, (3,0) millions d'euros au titre de Bridging IT, (6,1) millions d'euros au titre de Robur, (4,7) millions d'euros au titre d'ICG, (6,1) millions d'euros au titre d'Otto, (3,7) millions d'euros au titre de Stangl et (2,8) millions d'euros au titre de Correll.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



6.2. ACTIFS NON COURANTS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les actifs non courants des secteurs opérationnels sont composés des immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que des goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie.

<i>En millions d'euros</i>	Germany	France	North-Western Europe	Central Europe	Global Services Energy	Holdings	TOTAL
30 juin 2026	2 350,8	2 399,9	749,6	396,0	509,2	15,4	6 420,9
31 décembre 2025	2 363,6	2 332,1	762,4	384,1	460,3	16,2	6 318,7

6.3. PERFORMANCE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La production du Groupe est présentée en fonction de l'organisation opérationnelle du Groupe.

<i>En millions d'euros</i>	Allemagne	France	Pays-Bas	Reste du monde	TOTAL
Janvier à juin 2026					
Production du Groupe	1 755,6	1 654,6	884,6	861,8	5 156,6
Janvier à juin 2025					
Production du Groupe	1 678,0	1 635,4	853,8	811,6	4 978,8

6.4. INFORMATIONS CONCERNANT LES CLIENTS IMPORTANTS

Aucun client ne représente plus de 10% des produits des activités ordinaires du Groupe.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

NOTE 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Règles et méthodes comptables

Pour assurer une meilleure lisibilité de la performance de l'entreprise, le Groupe présente un agrégat intermédiaire « résultat opérationnel courant » au sein du résultat opérationnel, excluant les éléments qui ont peu de valeur prédictive du fait de leur nature, de leur fréquence et/ou de leur importance relative. Ces éléments, enregistrés en « autres produits opérationnels » et « autres charges opérationnelles », comprennent notamment :

- les plus-values et moins-values de cessions d'immobilisations ou d'activités,
- les charges des plans de restructuration ou de désengagement d'activités approuvés par la Direction du Groupe,
- les charges exceptionnelles de dépréciation d'immobilisations,
- tout autre produit et charge aisément individualisable, ayant un caractère inhabituel et significatif.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



Les autres produits de l'activité sont constitués de :

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} Semestre 2026	1^{er} Semestre 2025
Crédit d'impôt recherche (CIR)	15,5	16,5
Remboursement d'indemnités d'assurance	3,2	2,8
Litige sur projets	1,4	1,5
Divers produits liés à l'activité	24,1	24,0
Total des autres produits de l'activité	44,2	44,8

Les autres produits et charges opérationnels sont constitués de :

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} Semestre 2026	1^{er} Semestre 2025
VNC sur cession de participations	(0,8)	(0,0)
VNC de cession d'immobilisations	(0,9)	(2,9)
Autres charges opérationnelles	(1,1)	(2,2)
Total des autres charges opérationnelles	(2,8)	(5,1)
Produits sur cession de participations	-	-
Produits de cession d'immobilisations	8,3	5,1
Autres produits opérationnels	0,4	0,4
Total des autres produits opérationnels	8,7	5,5
Total autres produits et charges opérationnels	5,9	0,4

NOTE 8. COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Le coût de l'endettement financier net et les autres produits et charges financiers sont constitués de :

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1^{er} Semestre 2026	1^{er} Semestre 2025
Charges d'intérêts	(a)	(38,9)	(40,4)
Charges d'intérêts locations opérationnelles et financières		(9,9)	(9,0)
Pertes sur équivalents de trésorerie		(0,0)	(0,1)
Charges d'intérêts et pertes sur équivalents de trésorerie		(48,8)	(49,5)
Produits d'intérêts sur les équivalents de trésorerie		5,8	4,7
Revenus des équivalents de trésorerie		5,8	4,7
Coût de l'endettement financier net		(43,0)	(44,8)
Pertes de change	(b)	(9,0)	(17,5)
Dot. aux prov pour engagement de retraite- financier		(10,9)	(10,3)
Autres charges financières		(3,4)	(3,6)
Autres charges financières		(23,3)	(31,4)
Gains de change	(b)	10,6	9,3
Revenus actifs financiers hors équivalents de trésorerie		0,4	0,4
Rep. /dép. des actifs financiers		-	0,0
Autres produits financiers		1,5	1,5
Autres produits financiers		12,5	11,2
Var. de la juste valeur et du coût amorti de la composante dérivée « ORNANE »	18.4	(19,7)	(162,3)
Total autres produits et charges financiers		(30,5)	(182,5)

(a) Les charges d'intérêts comprennent principalement les charges d'intérêts liées aux emprunts existants au cours du premier semestre.

(b) En 2026, les gains et pertes de change portent principalement sur les sociétés à l'étranger du sous-groupe Global Services Energy, pour un montant de gain de 5,9 millions d'euros (6,6 millions d'euros en 2025), compensé par une perte de (6,1) millions d'euros ((12,2) millions d'euros en 2025).

Règles et méthodes comptables

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) sur le résultat est calculée sur la base du taux d'impôt qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire, le taux d'impôt effectif moyen attendu pour l'exercice 2026.

9.1. TAUX D'IMPÔT

Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué pour la période close le 30 juin 2026 s'établit à 30% (hors CVAE et contribution exceptionnelle d'impôts sur les sociétés en France), en ligne avec les taux d'imposition des exercices 2025 et 2024 retraités des éléments non récurrents. À la charge d'impôts calculée par application de ce taux, s'ajoute le montant de la contribution exceptionnelle et de la CVAE de la période.

9.2. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

La charge d'impôt se détaille comme suit :

En millions d'euros	1 ^{er} Semestre 2026	1 ^{er} Semestre 2025
Charge d'impôt au compte de résultat		
Impôt courant*	(73,9)	(77,0)
Impôt différé	7,8	62,5
(Charge) / produit d'impôt au compte de résultat	(66,1)	(14,5)
Charge d'impôt dans les autres éléments du résultat global		
Produit / (perte) net sur les dérivés des flux de trésorerie	(0,4)	0,0
Produit / (perte) net sur les avantages postérieurs à l'emploi	(3,1)	(4,3)
(Charge) / produit d'impôt au compte de résultat global	(3,5)	(4,3)

* Dont (10,1) millions d'euros au titre de la contribution exceptionnelle d'impôts sur les sociétés en France au 30 juin 2026 et (11,8) millions d'euros au 30 juin 2025.

Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2

Le Groupe entre dans le champ d'application des règles dites « Pilier 2 » de l'OCDE relatives à l'impôt minimum mondial. L'évaluation de l'incidence de ces règles est réalisée au niveau du groupe SPIE et est reflétée dans les comptes consolidés

Au titre de l'exercice 2024, SPIE SA, en tant qu'entité mère ultime, a déposé la déclaration d'information GloBE auprès de l'administration fiscale française le 30 juin 2026 et est responsable du paiement de l'impôt complémentaire (« top-up tax »).

Sur la base des analyses actuelles et compte tenu du fait que la mise en œuvre des règles du Pilier 2 est toujours en cours selon les juridictions, la direction n'anticipe pas, à ce stade, d'exposition significative à un impôt complémentaire domestique dans les juridictions concernées. Cette position fait l'objet d'un suivi continu au niveau du Groupe.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



NOTE 10. RÉSULTAT PAR ACTION

10.1. RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	30 juin 2025
Résultat des activités poursuivies distribuable aux actionnaires de la Société, utilisé pour le calcul du résultat par action	111,9	(13,4)
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession attribuable aux actionnaires de la Société	-	(0,0)
Résultat attribuable aux actionnaires de la Société, utilisé pour le calcul du résultat par action	111,9	(13,4)

10.2. NOMBRE D'ACTIONS

En application de la norme « IAS 33 – Résultat par action », le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du premier semestre de l'année 2026 et pendant toutes les périodes présentées a été ajusté des événements qui ont modifié le nombre d'actions en circulation sans toutefois engendrer de modification de ressources pour l'entité.

Les changements du nombre de titres au cours du premier semestre 2026 sont les suivants :

- Le 30 mars 2026, suite au plan de rachat d'actions, 1 250 000 actions ont été annulées.
- Le 15 avril 2026, le plan d'actions de performance à long terme émis par SPIE en 2023 s'est dénoué et a donné lieu à la création de 432 638 actions ordinaires nouvelles.
- Le 15 juin 2026, SPIE a émis un nouveau plan d'action de performance ayant pour effet d'augmenter le nombre moyen d'actions.

Actions de performance

Les modalités d'acquisition prévoient une condition de présence du bénéficiaire d'actions de performance jusqu'au terme de la période d'acquisition de trois ans.

Le calcul de la juste valeur des actions de performance prend ainsi en considération un taux de turnover des bénéficiaires, tel que constaté dans chacun des pays de résidence des sociétés employeurs concernées.

La juste valeur des actions de performance s'élève, au 30 juin 2026, à 45,4 millions d'euros amortie sur la période d'acquisition de trois ans, avec une charge en compte de résultat au 30 juin 2026 de 9,1 millions d'euros.

Les taxes et contributions, dont les sociétés employeurs sont redevables au titre du plan d'actions de performance, ont été provisionnées pour une charge de 2,5 millions d'euros reconnue au 1er semestre 2026.

Au 30 juin 2026, le nombre moyen dilué d'actions tient compte des trois plans d'attribution d'actions de performance ci-dessous.

Plan 2024 - 2026

Le 31 juillet 2024, SPIE a émis un plan d'actions de performance dont les caractéristiques sont présentées ci-dessous :

	A l'origine 31 juillet 2024	31 décembre 2025	30 juin 2026
Nombre de bénéficiaires	264	241	230
Date d'acquisition définitive des actions attribuées	15/04/2027	15/04/2027	15/04/2027
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance	554 787	554 787	554 787
Nombre d'actions annulées	-	(53 800)	(82 075)
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance	554 787	500 987	472 712

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Plan 2025 - 2027

Le 11 juin 2025, SPIE a émis un plan d'actions de performance dont les caractéristiques sont présentées ci-dessous :

	A l'origine 11 juin 2025	31 décembre 2025	30 juin 2026
Nombre de bénéficiaires	291	289	279
Date d'acquisition définitive des actions attribuées	15/04/2028	15/04/2028	15/04/2028
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance	565 455	565 455	565 455
Nombre d'actions annulées	-	(2 850)	(28 275)
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance	565 455	562 605	537 180

Plan 2026 - 2028

Le 15 juin 2026, SPIE a émis un plan d'actions de performance dont les caractéristiques sont présentées ci-dessous :

	A l'origine 15 juin 2026	30 juin 2026
Nombre de bénéficiaires	312	312
Date d'acquisition définitive des actions attribuées	15/04/2029	15/04/2029
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance	526 287	526 287
Nombre d'actions annulées	-	-
Nombre d'actions attribuées sous conditions de performance	526 287	526 287

Ainsi, l'impact des plans d'actions de performance sur le nombre moyen dilué d'actions est présenté ci-dessous :

	30 juin 2026	30 juin 2025
Nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action	169 534 947	168 112 801
Effet des instruments dilutifs	1 287 543	1 731 351
Nombre moyen dilué d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action	170 822 491	169 844 152

10.3. RÉSULTAT PAR ACTION

En euros	30 juin 2026	30 juin 2025
Activités poursuivies		
. Résultat de base par action	0,66	(0,08)
. Résultat dilué par action	0,65	(0,08)
Activités abandonnées ou en cours de cession		
. Résultat de base par action	-	(0,00)
. Résultat dilué par action	-	(0,00)
Total activités		
. Résultat de base par action	0,66	(0,08)
. Résultat dilué par action	0,65	(0,08)

NOTE 11. DIVIDENDES

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2026 a approuvé un versement de dividendes au titre de l'exercice 2025 à hauteur de 1,08€ par action, soit un montant total de 182,5 millions d'euros.

Un acompte sur dividende de l'exercice 2025 de 0,30€ par action avait été versé en septembre 2025, soit un montant total de 50,4 millions d'euros. Le solde de 0,78€ par action a été payé en date du 13 mai 2026, soit un montant total de 132,1 millions d'euros.



NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

NOTE 12. GOODWILL

Règles et méthodes comptables

Les goodwill représentent la différence entre :

- (i) le prix d'acquisition des titres des sociétés acquises éventuellement complété d'ajustements de prix éventuels et ;
- (ii) la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets identifiables à la date des prises de contrôle dans le cadre d'un calcul de goodwill partiel ou la juste valeur globale des actifs nets identifiables à la date de contrôle dans le cadre d'un calcul de goodwill complet.

Des corrections ou ajustements peuvent être apportés à la juste valeur provisoire des actifs et des passifs acquis dans les douze mois qui suivent l'acquisition (la « période d'évaluation ») pour refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient affecté l'évaluation des montants comptabilisés à cette date. Il en résulte un ajustement du goodwill déterminé provisoirement. Ces ajustements de comptabilité d'acquisition sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition par contrepartie des capitaux propres, à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur, est constaté en résultat.

Les flux de trésorerie futurs des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) utilisés pour déterminer la valeur d'utilité proviennent des budgets annuels, et projections pluriannuelles établis par le Groupe. La construction de ces prévisions implique les différents acteurs des UGT, et fait l'objet d'une validation par le directeur général du Groupe. Ce processus requiert l'utilisation d'hypothèses clés et d'appréciations, notamment pour déterminer les tendances de marché, le coût des matières, les politiques de fixation des prix ainsi que les investissements prévus et les incidences des éléments extra-financiers éventuels. Les flux de trésorerie futurs effectifs peuvent donc différer des estimations utilisées pour déterminer la valeur d'utilité.

Test de perte de valeur des goodwill

Les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Pour ce test, les goodwill sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

La valeur recouvrable de ces unités est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité déterminée à partir de prévisions de flux futurs de trésorerie nets, actualisés, et la juste valeur diminuée des coûts de cession. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de ces unités, une perte de valeur est enregistrée pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill.

Contrairement aux éventuelles pertes de valeur affectées aux actifs incorporels amortissables, celles affectées à un goodwill sont définitives et ne peuvent être reprises au cours d'exercices ultérieurs.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



La valeur des goodwill du Groupe au 30 juin 2026 s'élève à 4 413,7 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous présente les variations de valeur des goodwill pour chaque regroupement d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2025	Acquisitions & ajustement de GW	Cessions	Ecart de conversion	30 juin 2026
Germany	1 773,2	50,7	(33,8)	-	1 790,1
France	1 453,9	63,6	(0,5)	-	1 517,0
North-Western Europe	515,1	1,8	-	-	516,8
Central Europe	242,0	2,0	-	1,7	245,7
Global Services Energy	310,8	32,9	-	0,3	344,1
Total goodwill	4 295,0	151,0	(34,3)	2,0	4 413,7

Les mouvements liés aux « acquisitions & ajustements de goodwill » intervenus entre le 1er janvier et le 30 juin 2026 sont relatifs à l'allocation temporaire du goodwill et notamment aux travaux d'allocation provisoires liés aux différentes acquisitions de l'exercice, dont principalement :

- En France :
 - o 62,7 millions d'euros pour le groupe Artemys, acquis par SPIE ICS France en janvier 2026
- En Allemagne :
 - o 31,7 millions d'euros pour la société CYQUEO, acquise par SPIE ICS Group GmbH en décembre 2025 ;
 - o 16,8 millions d'euros pour la société PIK AG, acquise par SPIE ICS Group GmbH en décembre 2025.
- GSE :
 - o 32,9 millions d'euros pour le transfert d'une partie des activités *Wind* en Allemagne.

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié par le Groupe au 30 juin 2026.

NOTE 13. ACTIFS INCORPORELS

Principes comptables et méthodes d'évaluation

La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles amortissables est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. S'agissant des actifs incorporels et actifs corporels à durée de vie indéfinie (catégorie limitée pour le Groupe à la marque SPIE), ce test est effectué dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



13.1. ACTIFS INCORPORELS – VALEURS BRUTES

<i>En millions d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Marques	Relation clients	Carnets de commandes	Autres	Total
Valeurs Brutes						
Au 31 décembre 2024	20,4	920,9	820,7	139,4	221,1	2 122,5
Effet des regroupements d'entreprises	0,0	4,6	46,4	9,7	0,0	60,7
Autres acquisitions	0,6	-	-	-	9,5	10,1
Cessions et sorties de périmètre	(0,1)	-	-	-	(3,4)	(3,5)
Écarts de conversion	0,0	0,0	(1,6)	(0,0)	0,1	(1,5)
Autres mouvements	(0,2)	-	-	(0,5)	0,3	(0,4)
Au 31 décembre 2025	20,7	925,5	865,5	148,6	227,6	2 187,9
Effet des regroupements d'entreprises	0,3	6,8	32,9	5,8	0,8	46,7
Autres acquisitions	0,2	-	-	-	2,4	2,6
Cessions et sorties de périmètre	(0,2)	-	-	-	(5,4)	(5,6)
Écarts de conversion	(0,0)	0,2	1,0	0,1	0,0	1,3
Autres mouvements	0,8	-	-	-	(0,4)	0,4
Au 30 juin 2026	21,8	932,5	899,4	154,6	225,0	2 233,3

Période du 1er janvier au 30 juin 2026

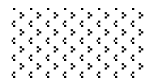
Les marques comprennent principalement la valeur de la marque SPIE (d'un montant de 731,0 millions d'euros) d'une durée de vie indéfinie, et la marque SAG acquise en mars 2017 (d'un montant de 134,6 millions d'euros), totalement amortie. Le résiduel s'élevant à 66,9 millions d'euros est composé de diverses marques de sociétés acquises faisant l'objet d'un amortissement en moyenne sur 3 ans.

La ligne « effet des regroupements d'entreprises » relative aux marques, carnets de commandes et aux relations clients en 2026 correspond aux travaux d'allocation du goodwill des acquisitions de 2025 et 2026, et en particulier aux acquisitions d'Artemys, CYQUEO et PIK AG.

13.2. ACTIFS INCORPORELS – AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET VALEURS NETTES

<i>En millions d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Marques	Relations clients (a)	Carnets de commandes (b)	Autres	Total
Amortissements et dépréciations						
Au 31 décembre 2024	(13,7)	(216,5)	(397,6)	(101,8)	(146,5)	(876,1)
Amortissement et dépréciation de la période	(2,3)	(20,4)	(80,2)	(16,6)	(13,4)	(132,9)
Cessions et sorties de périmètre	0,1	-	-	-	3,3	3,4
Écarts de conversion	0,0	(0,0)	0,0	0,0	(0,0)	0,0
Autres mouvements	0,2	0,0	-	0,5	(0,3)	0,4
Au 31 décembre 2025	(15,7)	(236,9)	(477,8)	(117,9)	(156,9)	(1 005,2)
Amortissement et dépréciation de la période	(0,7)	(3,7)	(32,1)	(9,9)	(6,8)	(53,1)
Cessions et sorties de périmètre	0,2	-	-	-	5,4	5,6
Écarts de conversion	0,0	(0,1)	(0,2)	(0,0)	0,0	(0,4)
Autres mouvements	-	-	-	-	(0,5)	(0,5)
Au 30 juin 2026	(16,2)	(240,7)	(510,1)	(127,8)	(158,8)	(1 053,6)
Valeurs nettes						
Au 31 décembre 2024	6,7	704,3	423,1	37,6	74,7	1 246,4
Au 31 décembre 2025	5,1	688,5	387,7	30,7	70,6	1 182,6
Au 30 juin 2026	5,6	691,8	389,3	26,8	66,2	1 179,7

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



Période du 1er janvier au 30 juin 2026

Les amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles de la période comprennent principalement :

- (a) L'amortissement de la valeur clientèle de l'ensemble des acquisitions du Groupe, et en particulier la clientèle du groupe ISW (ex Robur) pour 5,1 millions d'euros (amortissement sur 10 ans) et ICG pour 3,5 millions d'euros (amortissement sur 10 ans).
- (b) L'amortissement des carnets de commandes de l'ensemble des acquisitions du Groupe, et en particulier de Otto pour 2,6 millions d'euros (amortissement sur 3 ans).

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié par le Groupe au 30 juin 2026.



NOTE 14. DROITS D'UTILISATION

Règles et méthodes comptables

Conformément à la norme IFRS 16, un accord contient un contrat de location si ce dernier confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié au cours d'une période déterminée moyennant le paiement d'une contrepartie. Pour déterminer ce droit le Groupe évalue si tout au long de la durée d'utilisation il détient le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif identifié et de décider de l'utilisation de l'actif identifié, et si le contrat induit un actif identifié sur la base de mentions explicitement spécifiées. Si le fournisseur a le droit substantiel ou la capacité pratique de remplacer l'actif tout au long de la durée d'utilisation, et tire un avantage économique de l'exercice de ce droit, alors l'actif n'est pas identifié.

Le coût de l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation comprend :

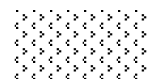
- le montant de l'évaluation initiale du passif locatif ;
- le montant des loyers versés à la date de prise d'effet ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus ;
- les coûts directs initiaux engagés par le preneur ;
- une estimation des coûts que le preneur devra engager lors du démantèlement de l'actif sous-jacent.

A l'initiation de chaque contrat contenant une composante location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif locatif. Si le contrat contient plusieurs composantes location, le Groupe répartit la part relative à chaque composante sur la base de leur prix séparé et comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

L'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation est amorti de façon linéaire sur sa durée d'utilité pour le Groupe selon la méthode du taux d'intérêt effectif et la dette est amortie sur la durée du contrat. Ces durées tiennent compte des modifications du contrat de location liées aux révisions de loyer et de taux d'actualisation.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées directement au compte de résultat. Les flux de trésorerie se rapportant au principal du passif locatif et à la charge d'intérêts sont présentés dans les activités de financement ; les flux de trésorerie se rapportant aux loyers à payer au titre de contrats de location à court terme, ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur et les loyers variables à payer qui n'ont pas été pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sont présentés dans les activités d'exploitation.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



14.1. DROITS D'UTILISATION – VALEURS BRUTES

<i>En millions d'euros</i>	Bâtiments	Véhicules	Total
Valeurs brutes			
Au 31 décembre 2024	435,8	497,4	933,2
Effet des regroupements d'entreprises	-	4,0	4,0
Acquisitions de la période et/ou renouvellement	91,4	235,8	327,2
Cessions et sorties de périmètre	(0,1)	-	(0,1)
Terminaisons, modifications de contrats et autres mouvements	(82,7)	(113,7)	(196,4)
Écarts de conversion	(0,4)	0,3	(0,1)
Au 31 décembre 2025	444,0	623,8	1 067,8
Effet des regroupements d'entreprises	-	-	-
Acquisitions de la période et/ou renouvellement	43,2	86,9	130,1
Terminaisons, modifications de contrats et autres mouvements	(31,8)	(57,7)	(89,5)
Écarts de conversion	0,7	0,7	1,4
Au 30 juin 2026	456,1	653,7	1 109,8

14.2. DROITS D'UTILISATION – AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET VALEURS NETTES

<i>En millions d'euros</i>	Bâtiments	Véhicules	Total
Amortissements et dépréciations			
Au 31 décembre 2024	(154,9)	(204,9)	(359,8)
Amortissement et dépréciation de la période	(70,3)	(153,4)	(223,7)
Cessions	0,0	-	0,0
Terminaisons, modifications de contrats et autres mouvements	46,8	87,9	134,7
Écarts de conversion	0,2	(0,1)	0,1
Au 31 décembre 2025	(178,2)	(270,5)	(448,7)
Amortissement et dépréciation de la période	(34,0)	(82,7)	(116,7)
Cessions et sorties de périmètre	-	0,0	0,0
Terminaisons, modifications de contrats et autres mouvements	19,8	42,5	62,3
Écarts de conversion	(0,2)	(0,3)	(0,5)
Au 30 juin 2026	(192,6)	(310,9)	(503,5)
Valeurs nettes			
Au 31 décembre 2024	280,9	292,6	573,5
Au 31 décembre 2025	265,8	353,3	619,2
Au 30 juin 2026	263,5	342,8	606,3

NOTE 15. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2026, le capital social de SPIE SA s'élève à 79 598 276,45 euros divisé en 169 358 035 actions ordinaires, toutes de même catégorie, d'une valeur nominale de 0,47 euro.

La répartition de la détention du capital de SPIE SA est la suivante :

	Détention ⁽³⁾
Actionnariat salarié ⁽¹⁾	8,0%
Managers	0,4%
Public ⁽²⁾	91,6%
Auto-détention	0,0%
Total	100,0%

⁽¹⁾ Titres détenus par les salariés du Groupe, directement ou au travers du FCPE SPIE Actionnariat (au 30 juin 2026).

⁽²⁾ À la connaissance de la Société, seul BlackRock Inc détenait au 18 mars 2026, plus de 5% du capital de SPIE (8,14% suivant la dernière déclaration de franchissement de seuil statutaire datant du 19 mars 2026)

⁽³⁾ Sur la base des informations connues au 30 juin 2026.



NOTE 16. PROVISIONS

Règles et méthodes comptables

La provision nette sur engagements de retraite et avantages assimilés est calculée à la date de clôture intermédiaire sur la base des derniers rapports actuariels au 31 décembre de l'année précédente. Une revue des hypothèses actuarielles est réalisée afin de tenir compte des évolutions significatives éventuelles de la période ou d'impacts ponctuels.

16.1. PROVISIONS POUR AVANTAGES ACCORDÉS AU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent les indemnités de fin de carrière, les engagements de retraite et les autres avantages à long terme concernant principalement les médailles du travail.

Au 30 juin 2026, ces engagements sont réévalués à partir des projections réalisées au 31 décembre 2025 et de la mise à jour du taux d'actualisation en Allemagne, s'élevant à 4,30% (4,10% au 31 décembre 2025).

Cette augmentation des taux d'intérêt a conduit à reconnaître dans les comptes au 30 juin 2026 une diminution de la provision au titre des écarts actuariels pour un montant de 11,6 millions d'euros.

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	31 déc. 2025
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	564,1	582,3
Autres avantages accordés au personnel	37,3	37,5
Avantages accordés au personnel	601,4	619,8

⁽¹⁾ Les engagements au titre des régimes d'indemnités de fin de carrière s'élèvent, au 30 juin 2026, à 432,0 millions d'euros pour les entités allemandes, à 104,9 millions d'euros pour les filiales françaises, à 25,0 millions d'euros pour les filiales suisses et à 2,2 millions d'euros pour les filiales d'Europe centrale.

	1^{er} Semestre 2026	1^{er} Semestre 2025
Charges comptabilisées au résultat de la période		
Avantages postérieurs à l'emploi	21,5	19,8
Autres avantages accordés au personnel	0,2	0,1
Avantages accordés au personnel	21,7	19,9

16.2. AUTRES PROVISIONS

Les provisions incluent :

- Les provisions pour garanties de passifs identifiées spécifiquement dans le cadre des regroupements d'entreprises ;
- Les provisions pour risques fiscaux, nées de redressements de taxes envisagés par les administrations fiscales dans le cadre de contrôles fiscaux ;
- Les provisions pour restructuration ;
- Les provisions à caractère social et prud'homal ;
- Les provisions pour litiges en cours sur les contrats et activités des années précédentes.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



La part à moins d'un an des provisions est présentée en « provisions courantes », au-delà de cette échéance les provisions sont présentées en « provisions non-courantes ».

<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2025	Entrée de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Écarts de conversion	Autres	30 juin 2026
Provisions pour garanties de passifs	1,7	-	-	-	0,0	-	1,7
Provisions pour impôts et litiges fiscaux	13,4	-	0,5	(0,7)	(0,0)	-	13,3
Restructurations	9,3	-	4,8	(0,2)	-	-	13,8
Litiges	62,2	1,3	8,8	(6,9)	(0,0)	0,3	65,6
Pertes à terminaison	104,5	1,4	37,2	(35,7)	0,0	1,0	108,5
Provisions sociales & prudhommales	26,7	-	1,7	(3,4)	0,4	0,0	25,4
Garanties réclamations sur les contrats terminés et autres	136,8	0,7	24,4	(14,0)	0,0	(0,0)	147,9
Provisions pour risques & charges	354,6	3,4	77,4	(60,9)	0,4	1,3	376,2
. <i>Courants</i>	203,5	2,1	51,9	(39,2)	0,4	3,1	221,9
. <i>Non courants</i>	151,1	1,3	25,5	(21,7)	(0,0)	(1,8)	154,3

Les postes de provisions sont constitués d'un nombre élevé de lignes de valorisation de faible montant chacune. Les reprises de provisions correspondantes sont considérées utilisées. Toutefois, les provisions identifiables compte tenu de leur montant significatif font l'objet d'un suivi en matière de montants encourus et imputés sur la provision.

La répartition en courant / non-courant par catégorie de provisions est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	Non courant	Courant
Provisions pour garanties de passifs	1,7	1,7	-
Provisions pour impôts et litiges fiscaux	13,3	-	13,3
Restructurations	13,8	-	13,8
Litiges	65,6	23,2	42,4
Pertes à terminaison	108,5	50,5	58,0
Provisions sociales & prudhommales	25,4	7,6	17,8
Garanties et réclamations sur les contrats terminés	147,9	71,3	76,6
Provisions pour risques & charges	376,2	154,3	221,9

La répartition en courant / non-courant par catégorie de provisions pour l'année 2025 est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31 déc. 2025	Non courant	Courant
Provisions pour garanties de passifs	1,7	1,7	-
Provisions pour impôts et litiges fiscaux	13,4	-	13,4
Restructurations	9,3	-	9,3
Litiges	62,2	21,0	41,2
Pertes à terminaison	104,5	49,1	55,4
Provisions sociales & prudhommales	26,7	7,2	19,5
Garanties et réclamations sur les contrats terminés	136,8	72,0	64,8
Provisions pour risques & charges	354,6	151,1	203,5

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



NOTE 17. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Les besoins en fonds de roulement du Groupe sont saisonniers, bien que demeurant négatifs tout au long de l'année en raison de la structure des contrats conclus avec les clients et de la politique dynamique du Groupe en matière de facturation et de recouvrement des créances. Généralement, le flux de trésorerie lié à la variation des besoins en fonds de roulement est négatif au cours du premier semestre de l'exercice en raison des mouvements de la facturation et de l'encaissement des clients du Groupe (qui est généralement moindre au cours du premier semestre), ainsi que du cycle de paiement de certaines charges de personnel et charges sociales.

A l'inverse, le flux de trésorerie lié à la variation des besoins en fonds de roulement est structurellement positif au second semestre en raison du niveau d'activité plus élevé impliquant une facturation et des encaissements plus élevés.

17.1. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En millions d'euros	Notes	31 déc. 2025	Variations de BFR liées à l'activité (1)	Autres mouvements de la période			30 juin 2026
				Entrées de périmètre (2)	Sorties de périmètre (3)	Autres variations	
Stocks et créances							
Stocks nets		47,5	12,4	5,5	-	0,0	65,4
Créances clients	(a)	2 314,2	315,0	34,8	(0,9)	7,4	2 670,4
Créances d'impôt		64,3	18,2	0,6	-	0,7	83,7
Autres actifs courants	(b)	376,5	164,4	10,6	1,9	(1,3)	552,1
Autres actifs non-courants	(c)	5,3	0,3	-	-	(0,0)	5,6
Dettes							
Fournisseurs	(d)	(1 108,6)	(204,0)	(12,4)	0,4	(9,1)	(1 333,7)
Dettes d'impôt		(101,5)	(17,9)	(1,0)	0,0	(0,3)	(121,1)
Autres avantages accordés au personnel	(e)	(37,5)	(0,2)	(0,0)	-	0,4	(37,3)
Autres passifs courants	(f)	(2 512,7)	(114,6)	(33,7)	0,6	(0,8)	(2 661,2)
Autres passifs non-courants		(22,8)	(2,1)	-	-	0,9	(23,7)
Besoin en fonds de roulement (position bilantielle)		(975,5)	171,6	4,3	1,9	(2,1)	(799,7)

(1) Intègre les flux des sociétés entrantes à compter de la date de leur prise de contrôle.

(2) Positions de Besoin en Fonds de Roulement à date de prise de contrôle des sociétés entrantes.

(3) Positions de Besoin en Fonds de Roulement à date de perte de contrôle des sociétés sortantes.

(a) Les créances clients intègrent les factures à émettre (Cf. actifs sur contrats note 17.3).

(b) Les autres actifs courants sont principalement composés des créances fiscales et des charges constatées d'avance reconnues sur les contrats valorisés selon la méthode de l'avancement.

(c) Les autres actifs non-courants correspondent aux garanties de passifs exerçables. Elles représentent le montant identifié dans le cadre des regroupements d'entreprises, susceptible d'être contractuellement réclamé aux vendeurs.

(d) Les dettes fournisseurs intègrent les factures non parvenues.

(e) Les autres avantages accordés au personnel correspondent aux médailles du travail.

(f) Le détail des « autres passifs courants » est présenté ci-après :

En millions d'euros	Notes	30 juin 2026	31 déc. 2025
Dettes fiscales et sociales		(830,0)	(902,6)
Produits constatés d'avance (< 1 an)		(878,8)	(759,9)
Avances et acomptes reçus des clients		(495,0)	(510,5)
Autres	(a)	(457,4)	(339,7)
Autres passifs courants		(2 661,2)	(2 512,7)

(a) La ligne « Autres » correspond principalement aux charges à payer dans le cadre de la comptabilisation des contrats à l'avancement ainsi qu'à divers comptes créditeurs.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



17.2. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT : RÉCONCILIATION ENTRE LE BILAN ET LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

La réconciliation entre les postes de besoin en fonds de roulement du bilan (qui n'inclut pas les activités en cours de cession) et la variation de besoin en fonds de roulement présentée au niveau du tableau de flux de trésorerie (qui inclut les activités en cours de cession) est détaillée ci-après :

En millions d'euros	31 déc. 2025	Variations de BFR liées à l'activité	Autres mouvements de la période			30 juin 2026
			Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Autres variations	
Besoin en fonds de roulement (position bilantielle)	(975,5)	171,6	4,3	1,9	(2,0)	(799,7)
(-) Dettes et créances sur acquisitions d'immobilisations	1,3	(0,2)	-	-	(0,0)	1,1
(-) Créances fiscales	(64,3)	(18,3)	(0,6)	-	(0,6)	(83,7)
(-) Dettes fiscales	102,8	17,8	1,0	(0,0)	(0,5)	121,1
Besoin en fonds de roulement hors dettes & créances fiscales, et hors dettes sur acquisitions d'immo.	(935,8)	171,0	4,7	1,9	(3,1)	(761,2)
En cours de cession		-				
(-) Autres opérations non cash impactant le BFR bilan		3,9				
Variation de BFR telle que présenté dans le T.F.T.		174,9				

17.3. CLIENTS ET CRÉANCES RATTACHÉES

Les créances clients et créances rattachées se décomposent comme suit :

En millions d'euros	31 déc. 2025	30 juin 2026		
		Brut	Dépréc.	Net
Créances clients	1 439,3	1 571,7	(52,6)	1 519,1
Effets à recevoir	-	(0,2)	-	(0,2)
Actifs sur contrats (a)	874,9	1 151,5	-	1 151,5
Créances clients et actifs sur contrats	2 314,2	2 723,0	(52,6)	2 670,4

(a) Les actifs sur contrats sont constitués des factures à émettre qui résultent principalement de la comptabilisation des contrats selon la méthode dite à l'avancement des coûts.



NOTE 18. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

18.1. TITRES NON CONSOLIDÉS ET AUTRES PRETS LONG TERME

Au 30 juin 2026, les titres non consolidés et autres prêts long terme se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>		30 juin 2026	31 déc. 2025
Titres de participation	(a)	700,1	71,7
Ajustement de la juste valeur des titres		(0,8)	(0,8)
Prêts, cautionnements et autres créances		6,5	7,0
Prêts construction		33,9	33,2
Autres		5,5	6,0
Titres non consolidés et prêts à long terme		745,2	117,1

(a) Les titres non consolidés au 30 juin 2026 incluent notamment les titres du Groupe ROFA pour 611,8 millions d'euros, du groupe BLOCK pour 42,4 millions d'euros, de Worley Power Services pour 34,3 millions d'euros et Nimeg AG pour 9,6 millions d'euros. Ces sociétés nouvellement acquises au cours de l'exercice ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin. Compte tenu de l'acquisition de ces sociétés à une date proche de l'arrêté du 30 juin, ces participations sont comptabilisées en titres non consolidés et seront intégrées au périmètre de consolidation lors la prochaine clôture. Les autres titres non consolidés du Groupe sont constitués de nombreuses participations ne dépassant pas les 0,5 million d'euros.

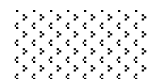
Les titres non consolidés au 31 décembre 2025 incluait notamment les titres de CYQUEO GmbH pour 34,4 millions d'euros, de PIK AG pour 29,8 millions d'euros, d'ECOExperts pour 5,2 millions d'euros. Ces sociétés ont été consolidés en 2026. Les autres titres non consolidés du Groupe étaient constitués de nombreuses participations ne dépassant pas les 0,5 million d'euros.

18.2. TRÉSORERIE NETTE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin 2026, la trésorerie nette et les équivalents de trésorerie du bilan se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Notes	30 juin 2026	31 déc. 2025
Disponibilités et équivalents de trésorerie		416,2	791,8
(-) Découverts bancaires		(24,5)	(40,6)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie du bilan		391,7	751,2
(+) Trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession		-	0,0
(-) Intérêts courus non décaissés		(0,8)	(0,2)
Trésorerie de clôture du TFT		390,9	751,0

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



18.3. DÉTAIL DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

Synthèse du financement moyen et long terme au 30 juin 2026

L'ensemble des financements à moyen et long terme s'élève à 2 500,0 millions d'euros et se décompose de la façon suivante :

	Crédit bancaire syndiqué	Crédit Revolving	Titrisation (montant autorisé)	ORNANE 2028	NeuCP	Obligation 2030	Obligation 2031
Montant (en millions d'euros)	600	- (2)	300	400	- (4)	600	600
Date d'émission	Octobre 2022	Octobre 2022	Juin 2023	Janvier 2023	Octobre 2024	Mai 2025	Mai 2026
Échéance	Octobre 2027	Octobre 2029	Juin 2027	Janvier 2028	-	Mai 2030	Mai 2031
Conditions*	Euribor + 120 bps ⁽¹⁾	Euribor + 80 bps ⁽³⁾	Euribor 1M + 100 bps ⁽³⁾	2,0 %	Ester + marge	3,75 %	3,875 %
Note	-	Non tiré à fin juin 2026	300 millions tirés à fin juin 2026	-	Pas d'émission à fin juin 2026	-	-

*Hors impact lié aux indicateurs de développement durable.

(1) Dont 300 M€ couverts par des swaps de taux

(2) 1 000 millions d'euros jusqu'au 17/10/2027 et 940 millions d'euros jusqu'au 17/10/2029

(3) Commissions et frais bancaires

(4) 400 millions d'euros maximum

Décomposition de l'endettement financier

En millions d'euros	30 juin 2026			31 déc. 25		
	Non-courant	Courant	Total	Non-courant	Courant	Total
Emprunts obligataires	1 200,0	0,0	1 200,0	600,0	0,0	600,0
ORNANE	400,0	0,0	400,0	400,0	0,0	400,0
Crédit bancaire syndiqué	600,0	0,0	600,0	600,0	0,0	600,0
Revolving Credit Facility	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts amortis	(9,4)	(4,7)	(14,1)	(6,2)	(3,5)	(9,7)
Titrisation	-	300,0	300,0	-	300,0	300,0
Découverts bancaires	-	23,9	23,9	-	39,9	39,9
Locations financières - IFRS 16	409,7	211,5	621,2	427,7	204,9	632,6
Autres emprunts et dettes financières	13,6	7,0	20,6	8,8	7,3	16,1
Intérêts courus	-	9,5	9,5	-	18,3	18,3
Instruments dérivés et engagements de rachat des minoritaires (a)	432,4	12,8	445,2	411,3	12,2	423,5
Endettement financier	3 046,4	560,1	3 606,5	2 441,6	579,1	3 020,7

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



Instruments dérivés et engagements de rachat des minoritaires (a)

En millions d'euros	30 juin 2026				31 déc. 25			
	Juste valeur	Intérêts courus	Coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur	Intérêts courus	Coût amorti	Valeur au bilan
Composante dérivée « ORNANE »	235,6	-	(16,0)	219,6	220,9	-	(20,9)	200,0
Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires	220,3	-	-	220,3	215,1	-	-	215,1
Instruments dérivés de couverture	5,3	-	-	5,3	8,4	-	-	8,4
TOTAL (a)	461,2	-	(16,0)	445,2	444,4	-	(20,9)	423,5

Emprunts obligataires et « ORNANE »

En millions d'euros	Échéance	30 juin 2026				31 déc. 25			
		Encours	Intérêts courus	Coût amorti	Valeur au bilan	Encours	Intérêts courus	Coût amorti	Valeur au bilan
Obligation 2031	Mai 2031	600,0	2,8	(6,1)	593,9	-	-	-	-
Obligation 2030	Mai 2030	600,0	2,1	(3,4)	596,6	600,0	13,4	(3,7)	596,3
« ORNANE » 2028	Janv. 2028	400,0	3,6	(1,5)	398,5	400,0	3,6	(2,0)	398,0

Le 18 mai 2026, le groupe SPIE a émis un nouvel emprunt obligataire à maturité du 18 mai 2031, indexé sur des critères de développements durables pour un montant de 600 millions d'euros et portant un coupon de 3.875%.

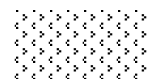
Le 28 mai 2025, le groupe SPIE avait émis un emprunt obligataire à maturité du 28 mai 2030 indexé sur des critères de développements durables d'un montant de 600 millions d'euros et portant un coupon de 3,75 %.

Autres emprunts bancaires et dettes financières

En millions d'euros	Échéance	30 juin 2026				31 déc. 25			
		Encours	Intérêts courus	Coût amorti	Valeur au bilan	Encours	Intérêts courus	Coût amorti	Valeur au bilan
Crédit bancaire syndiqué (a)	Oct. 2027	600,0	0,4	(0,9)	599,1	600,0	0,5	(1,3)	598,7
Revolving Credit Facility (a)	Oct. 2029	-	-	(2,1)	(2,1)	-	-	(2,7)	(2,7)
NeuCP (b)		-	-	-	0,0	-	-	-	-
Titrisation	Juin 2027	300,0	-	-	300,0	300,0	-	-	300,0
Découverts bancaires		23,9	0,5	-	23,9	39,9	0,7	-	39,9
Locations financières - IFRS 16		621,2	-	-	621,2	632,6	-	-	632,6
Compléments de prix		16,7	-	-	16,7	13,7	-	-	13,7
Emprunts et dettes financières divers		3,9	-	-	3,9	2,4	-	-	2,4

- (a) Les deux prêts, crédit bancaire syndiqué (*Facility A*) et *Revolving Credit Facility (RCF)*, contractés en vertu du « Contrat de Crédit Senior indexé sur des critères de développement durable » daté du 17 octobre 2022 et amendés le 24 juin 2024, portent intérêts à un taux variable indexé sur l'Euribor dans le cas d'avances libellées en euros, sur le Libor dans le cas d'avances libellées dans une devise autre que l'euro, avec 20 points de base de prime pour un tirage en USD, et sur tout taux de référence approprié dans le cas d'avances libellées en autres devises, majoré dans chaque cas de la marge applicable et d'une marge d'ajustement ESG. Les marges applicables sont mentionnées dans le tableau ci-dessous :

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



Ratio d'endettement	Marge du Credit bancaire syndiqué	Marge du Revolving Credit Facility	Marge du Revolving Credit Facility
		(en ce qui concerne les utilisations dans une devise autre que l'USD)	(en ce qui concerne les utilisations en USD)
	% p.a.	% p.a.	% p.a.
Supérieur à 3,50	2,00	1,60	1,80
Inférieur ou égal à 3,50 mais supérieur à 3,00	1,85	1,45	1,65
Inférieur ou égal à 3,00 mais supérieur à 2,50	1,70	1,30	1,50
Inférieur ou égal à 2,50 mais supérieur à 2,00	1,55	1,15	1,35
Inférieur ou égal 2,00 mais supérieur à 1,50	1,40	1,00	1,20
Inférieur ou égal 1,50	1,20	0,80	1,00

Au 30 juin 2026, une commission trimestrielle d'engagement au taux annuel de 0,35 % s'applique sur la part non utilisée de la ligne RCF.

Une commission trimestrielle d'utilisation s'applique également sur la part utilisée de la ligne RCF aux conditions suivantes :

- Utilisation entre 0 % et 33 % = 0,10 % + marge
- Utilisation entre 33 % et 66 % = 0,20 % + marge
- Utilisation supérieure à 66 % = 0,40 % + marge

Une prime d'ajustement, lié à des indicateurs de développement durable (cf détails ci-dessous) et prévoyant une décote ou une prime, maximale de points de base, s'applique chaque année depuis le 31 décembre 2023, fonction de l'atteinte des objectifs de performance annuels ESG, tels que définis dans le contrat :

- si l'un des scores cibles des indicateurs clés de performance n'est pas atteint et que les trois autres scores cibles des indicateurs clés de performance le sont pour l'exercice financier concerné, la marge applicable au crédit bancaire syndiqué et au *Revolving Credit Facility* sera réduite de 0,025 % à tout moment au cours de la période d'ajustement de la marge concernée ;
- si deux des scores cibles des indicateurs clés de performance ne sont pas atteints et les deux autres scores cibles des indicateurs clés de performance sont atteints pour l'exercice financier concerné, aucun ajustement de la marge applicable au crédit bancaire syndiqué et au *Revolving Credit Facility* ne s'appliquera pendant la période d'ajustement de la marge concernée ;
- si trois des scores cibles d'indicateurs clés de performance ne sont pas atteints et un score cible d'indicateur clé de performance est atteint pour l'exercice financier concerné, la marge applicable au crédit bancaire syndiqué et au *Revolving Credit Facility* sera augmentée de 0,025 % à tout moment durant la période d'ajustement de la marge concernée.

Le 27 mai 2026, la demande portant sur la modification des indicateurs de performance a été validée par la majorité des prêteurs et la prime d'ajustement ESG a été amendée en conséquence à compter du 31 décembre 2026.

- (b) Le 31 octobre 2024, SPIE SA s'est rendu éligible à la mise en place d'un programme d'émission de titres de créances négociable à court terme (NeuCP) pour un montant maximum de 400,0 millions d'euros, permettant le financement à court terme de ses besoins d'exploitation. Il n'y a pas encore eu de premières émissions de NeuCP.



18.4. OBLIGATION CONVERTIBLE DE TYPE « ORNANE »

Règles et méthodes comptables

Obligation convertible de type « ORNANE » (Obligations Remboursables en Numéraire et/ou en Actions Nouvelles et/ou Existantes)

Le Groupe SPIE a opté pour la méthode du *split accounting*.

Conformément à la norme IFRS9 – Instrument financier, le Groupe SPIE a donc :

- d'une part, isolé la dette et l'a comptabilisée au coût amorti, appliquant la règle générale relative au passif financier de la norme et,
- d'autre part, comptabilisé un instrument dérivé. Cet instrument dérivé ne répondant pas à la règle du « fixe contre fixe », il est comptabilisé à sa juste valeur avec une contrepartie en compte de résultat.

La variation de juste valeur du dérivé sera comptabilisée à chaque clôture dans le compte de résultat et, à ce titre, un impôt différé sera reconnu. Le calcul de la juste valeur dépend essentiellement du cours de l'action à la date de clôture.

Pour calculer le *résultat net ajusté* du Groupe, le coût amorti de l'instrument dérivé ainsi que la variation de sa juste valeur sont retraités. Pour rappel, le *résultat net ajusté* est utilisé par le Groupe pour déterminer le montant de dividendes proposé à la distribution à l'Assemblée Générale annuelle.

Principales caractéristiques

Le Groupe SPIE a émis le 10 janvier 2023, en date de règlement du 17 janvier 2023 et à échéance du 17 janvier 2028, des obligations à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes (« ORNANE ») pour un montant de 400 millions d'euros, indexées sur des critères de développement durable.

Les obligations convertibles sont émises pour une valeur nominale de 100 000 euros et portent intérêt à un taux annuel de 2,00 %. Le prix de conversion/d'échange est de 32,97 euros avant ajustement du ratio de conversion/échange, correspondant à une prime de conversion/d'échange de 37,50 % par rapport au cours de référence de l'action (prix de référence de 23,98 euros).

Dilution potentielle en cas d'émission de nouvelles actions

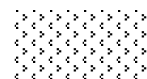
L'option choisie entre le remboursement en numéraire ou en actions en cas de demande de conversion des porteurs, reste une décision du Groupe SPIE. Toutefois, en cas d'exercice du droit à l'attribution d'actions par tous les porteurs d'obligations et si le groupe SPIE décidait la remise, (i) d'un montant en numéraire correspondant au montant principal des obligations et (ii) en action de la différence entre la valeur de conversion / d'échange et le montant principal des obligations, l'impact de la dilution potentielle est présenté dans le tableau d'hypothèse ci-dessous :

Hypothèses	1	2	3	4	5
Hypothèse du cours de l'action sous-jacente *	32,97 €	37,92 €	42,86 €	47,81 €	52,75 €
Pourcentage du prix de conversion initial de l'obligation	100 %	115 %	130 %	145 %	160 %
Dilution (sur une base pleinement diluée), en % du capital social **	0 %	0,93 %	1,65 %	2,21 %	2,67 %

* Avant ajustement du ratio de conversion/échange

**Correspondant à une base de 169 358 035 actions SPIE au 30 juin 2026, et avant application de l'ajustement du ratio de conversion/échange.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



Conformément au *Sustainability-linked financing framework* daté du mois de novembre 2022, les obligations sont indexées sur les indicateurs clés de performance ESG du Groupe.

En cas de non atteinte d'un objectif de performance durable défini à fin 2025, SPIE paiera une prime de 0,25 % du montant principal de chaque obligation ; 0,375 % de prime pour deux objectifs non atteints ; et 0,50 % de prime pour trois objectifs non atteints.

Le groupe SPIE a opté pour une comptabilisation séparée (*split accounting*) de cette ORNANE émise en 2023, isolant d'une part une composante dette et d'autre part une composante instrument dérivé.

Principales caractéristiques	Obligation convertible « ORNANE »
Durée	5 ans
Date d'échéance	17 janvier 2028
Montant émission	400 000 000 €
Prix d'émission	100 000 €
Prime de conversion initiale	37,5%
Cours de référence	23,977 €
Prix de conversion initial	32,97 €
Intérêt obligation (coupon)	2% (paiement semi-annuel : 17 janvier & 17 juillet)

Impact sur les états financiers consolidés

Dans le compte de résultat consolidé

Plusieurs impacts sont visibles dans le compte de résultat à savoir :

(i) le coupon de l'obligation pour (4,0) millions d'euros (dont (0,4) millions d'euros de charges d'intérêts et (3,6) millions d'euros d'intérêts courus) et le coût amorti des frais de financement de l'obligation convertible ((0,5) million d'euros) sont inclus dans les montants de la rubrique « Charges d'intérêts et pertes sur équivalents de trésorerie » avec ceux des autres emprunts.

(ii) la variation de la juste valeur pour (14,7) millions d'euros et le coût amorti de la composante dérivé (5,0) millions d'euros de l'ORNANE sont isolés sur une ligne dédiée dans la rubrique « Variation de la juste valeur et du coût amorti de la composante dérivée ORNANE ». Ces éléments résultent de l'application des normes IFRS et n'ont pas d'impact de trésorerie.

En millions d'euros	1er Semestre 2026	1er Semestre 2025
Coût amorti (composante dérivée)	(5,0)	(4,7)
Var. de la juste valeur de la composante dérivée	(14,7)	(157,6)
Var. de la juste valeur et coût amorti de la composante dérivée « ORNANE »	(19,7)	(162,3)
Charges d'intérêts (coupon obligation)	(4,0)	(4,0)
Coût amorti (frais de financement)	(0,5)	(0,4)
Total avant impôts	(24,2)	(166,7)
Impôts (courant et impôts différés)	6,2	43,1
Total impact résultat net	(18,0)	(123,6)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



Dans le bilan consolidé

A l'émission de l'ORNANE et en application de la méthode de comptabilisation séparée (*split accounting*), le montant en principal de 400,0 millions d'euros a été affecté comme suit : 47,8 millions d'euros de composante dérivée et 352,2 millions d'euros de composante dette (avant frais d'émission).

En millions d'euros	Effets ORNANE		
	30 juin 2026	Variation de la juste valeur de l'instrument dérivée	31 déc. 2025
Passifs non courants			
Composante dérivée « ORNANE »	235,6	14,7	220,9

Suivi de l'instrument dérivé

A l'émission, SPIE a évalué la valeur de l'instrument dérivé. Celui-ci fait l'objet d'une comptabilisation à sa juste valeur à chaque clôture périodique dont les caractéristiques sont présentées ci-dessous :

En millions d'euros	A				
	l'émission 17 janvier 2023	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2025	30 juin 2026
Juste valeur de l'instrument dérivé « ORNANE »	47,8	40,0	54,5	220,9	235,6

Au 30 juin 2026, l'impact *non-cash* de la variation de juste valeur de la composante dérivée s'élève à 14,7 millions d'euros et a été comptabilisé dans la rubrique « Variation de la juste valeur et du coût amorti de la composante dérivée ORNANE » du compte de résultat.

Retraitement dans le résultat net ajusté

Au 30 juin 2026, le montant du retraitement dans le résultat net ajusté du Groupe de l'impact de l'obligation convertible s'élève à (19,7) millions d'euros et se compose : du (i) coût amorti de l'instrument dérivé à hauteur de (5,0) millions d'euros et (ii) l'impact du retraitement de la variation de juste valeur de l'instrument dérivé comptabilisé en compte de résultat pour un montant de (14,7) millions d'euros.

Le coût amorti de l'instrument dérivé ainsi que la variation de juste valeur du dérivé font l'objet d'un retraitement du résultat net pour calculer le résultat net ajusté du Groupe. Pour mémoire, cet indicateur est habituellement utilisé par le Groupe pour déterminer le montant de dividendes proposé à la distribution à l'Assemblée Générale annuelle.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES



18.5. DETTE NETTE

La réconciliation entre l'endettement financier consolidé et la dette nette publiée se détaille comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	31 déc. 2025
Endettement financier selon bilan consolidé	3 606,5	3 020,7
Dettes sur locations opérationnelles et financières – activités poursuivies	(621,2)	(632,6)
Capitalisation des frais d'emprunts et amortissement de la prime d'émission	14,0	9,7
Coût amorti de la composante dérivée "ORNANE"	16,0	20,9
Instrument financier dérivé "ORNANE"	(235,6)	(220,9)
Dettes sur engagement de rachat accordés à des actionnaires minoritaires	(220,3)	(215,1)
Autres **	(31,5)	(40,5)
Dette financière brute (a)	2 527,9	1 942,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	(416,2)	(791,7)
Intérêts courus	1,3	0,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie (b)	(414,9)	(790,8)
Dette nette consolidée (a) + (b)	2 113,0	1 151,4
Dette / (Trésorerie) nette dans sociétés non consolidées	(145,9)	(6,1)
Dette nette publiée *	1 967,1	1 145,3
Dettes sur locations opérationnelles et financières – activités poursuivies	621,2	632,6
Dette nette y compris impact IFRS 16	2 588,3	1 778,0

** Hors IFRS 16*

**** La ligne « autres » de la dette financière brute correspond essentiellement aux intérêts courus sur les emprunts obligataires pour 8,5 millions d'euros en 2026 (17,1 millions d'euros en 2025), à la juste valeur des instruments dérivés de couverture pour 5,3 millions d'euros ainsi qu'aux compléments de prix pour 16,7 millions d'euros.**

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

18.6. RÉCONCILIATION AVEC LES POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

La réconciliation entre l'endettement financier du groupe (Note 18.3) et les flux de trésorerie présentés au niveau du tableau de flux de trésorerie (Tableau 4) est détaillée ci-dessous :

En millions d'euros	31 déc. 2025	Mouvements cash (correspondant au TFT)			Mouvements non cash			30 juin 2026
		Émission d'emprunts	Rembour- sement d'emprunts	Varia- tions	Mouv. de périmètre	Autres (*)	Ecarts de conv. et justes valeurs	
Emprunts obligataires	596,3	593,8	-	-	-	0,5	-	1 190,5
ORNANE	398,0	-	-	-	-	0,5	-	398,5
Crédit bancaire syndiqué	598,7	-	-	-	-	0,3	-	599,1
<i>Revolving Credit Facility</i>	(2,7)	-	-	-	-	0,5	-	(2,1)
Titrisation	300,0	-	-	-	-	-	-	300,0
Découverts bancaires	39,9			(19,0)	3,1	-	0,0	23,9
Locations financières - IFRS 16	632,6	-	(115,2)	-	-	102,9	1,0	621,2
Autres emprunts et dettes financières	2,3	-	(17,6)	-	19,6	(0,5)	0,0	3,9
Instruments financiers dérivés (dont <i>puts</i> minoritaires)	423,5	-	-	-	1,4	4,9	15,3	445,2
Endettement financier selon TFT	2 988,8	593,8	(132,8)	(19,0)	24,0	109,2	16,3	3 580,3
Intérêts courus	18,3	-	(37,8)	-	0,1	28,8	-	9,5
Compléments de prix	13,7	-	(2,4)	-	5,3	-	0,0	16,7
Endettement financier bilanciel	3 020,8	593,8	(172,9)	(19,0)	29,5	138,0	16,3	3 606,5

* Les « Autres » mouvements non cash correspondent aux retraitements de coûts d'emprunt, aux retraitements des instruments financiers, aux nouveaux contrats de locations financières et à l'augmentation des intérêts courus sur emprunts.

18.7. ÉCHÉANCIER DES PASSIFS FINANCIERS

Les échéances des passifs financiers basées sur l'échéancier du remboursement du capital sont les suivantes :

En millions d'euros	< 1 an	2 à 5 ans	> 5 ans	30 juin 2026
Emprunts obligataires	(2,0)	1 192,5	-	1 190,5
ORNANE	(1,0)	399,4	-	398,5
Crédit bancaire syndiqué	(0,7)	599,8	-	599,1
<i>Revolving Credit Facility</i>	(1,1)	(1,1)	-	(2,1)
Titrisation	300,0	-	-	300,0
Découverts bancaires	23,9	-	-	23,9
Locations financières – IFRS16	211,5	352,7	57,0	621,2
Autres emprunts et dettes financières*	7,0	10,8	2,8	20,6
Intérêts courus	9,5	-	-	9,5
Instruments financiers dérivés	12,8	432,4	-	445,2
Endettement financier	560,1	2 986,6	59,8	3 606,5

* Incluent les compléments de prix



18.8. INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les sociétés du Groupe mises en équivalence, suivant les termes de la norme IFRS 11, sont les suivantes :

- Gietwalsonderhoudcombinatie (GWOC) BV détenue à 50% par SPIE Nederland ;
- Cinergy SAS détenue à 50% par SPIE France ;
- Sonaid détenue à 55% par SPIE GSE ;
- Grand Poitiers Lumière détenue à 50 % par SPIE France ;
- DMS – Displays and Mobility Solutions Lda détenue à 50% par SPIE GSA ;
- CityFMET détenue à 7% par SPIE CityNetworks ;
- CityFMET64 détenue à 7% par SPIE CityNetworks ;
- ATSI détenue à 50 % par SPIE Nucléaire.

La valeur comptable des titres détenus par le Groupe est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	31 déc. 2025
Valeur des titres en début d'exercice	13,5	14,9
Variation de périmètre	0,2	(0,3)
Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	0,1	0,5
Impact des écarts de conversion	0,0	(0,5)
Impact de la PIDR	-	0,0
Dividendes distribués	-	(1,1)
Valeur des titres en fin d'exercice	13,9	13,5

Les données financières des sociétés du Groupe mises en équivalence sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	31 déc. 2025
Actifs non courants	33,2	30,1
Actifs courants	63,3	96,4
Passifs non courants	(55,1)	(58,4)
Passifs courants	(25,0)	(57,0)
Actifs nets	16,4	11,1
Compte de résultat		
Produit des activités ordinaires	13,6	93,3
Résultat net	(1,8)	(1,8)



NOTE 19. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

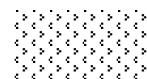
19.1. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe est soumis à des risques de taux, de change et de contrepartie uniquement dans le cadre de certaines de ses activités. Dans le cadre de sa politique de gestion des risques, le Groupe peut être amené à utiliser des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques liés à la fluctuation de taux d'intérêt et de cours de change.

		Notionnel – en devises						
	Juste valeur (en millions d'euros)	< 1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	> 5 ans	Total
Instruments dérivés actifs qualifiés de couverture (a)								
Achat à terme - USD	0,49	19,29	2,05	0,58	0,71	-	-	22,63
Vente à terme - USD	0,02	0,78	-	-	-	-	-	0,78
Vente à terme - CHF	0,55	63,61	-	-	-	-	-	63,61
Vente à terme - AUD	0,58	63,85	-	-	-	-	-	63,85
Swaps de taux - Euribor flooré	0,00	-	300,00	-	-	-	-	300,00
	1,65							
Instruments dérivés passifs qualifiés de couverture (b)								
Achat à terme - USD	(0,15)	3,79	2,28	-	-	-	-	6,06
Vente à terme - USD	(0,43)	15,60	0,02	-	-	-	-	15,61
Achat à terme - CHF	(0,00)	0,14	-	-	-	-	-	0,14
Vente à terme - CHF	(0,05)	5,51	2,30	1,31	-	-	-	9,13
Vente à terme - PLN	(1,85)	265,00	-	-	-	-	-	265,00
Vente à terme - CZK	(0,56)	1 030,00	-	-	-	-	-	1 030,00
Swaps de taux - fixe/Euribor	(2,23)	-	300,00	-	-	-	-	300,00
	(5,28)							
Total instruments dérivés nets qualifiés de couverture (a)+(b)	(3,63)							
Instruments dérivés passifs non qualifiés de couverture								
Composante dérivée « ORNANE »	(235,62)	-	400,00	-	-	-	-	400,00
Total instruments dérivés nets non qualifiés de couverture	(235,62)							
TOTAL INSTRUMENTS DERIVES NETS	(239,25)							

Les instruments financiers concernent les achats, ventes à terme et swap de taux de change pour couvrir les opérations en dollars américains, en francs suisses, en zlotys polonais, couronnes tchèques et en dollars australien, des swaps de taux permettant de couvrir 50 % de l'exposition du crédit bancaire syndiqué, ainsi que la composante dérivée « ORNANE ».

Ces instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. Leur valorisation est de niveau 2 selon la norme IFRS 13, car ils sont non cotés sur un marché organisé mais réalisés sur la base d'un modèle générique et de données observables sur des marchés actifs pour des transactions similaires.



19.2. RISQUE DE TAUX

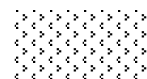
Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 13 relative à la prise en compte du risque de crédit dans la valorisation des actifs et passifs financiers, l'estimation réalisée pour les instruments dérivés est calculée à partir des probabilités de défaut issues des données de marché secondaire (notamment les spreads de crédit obligataire), auxquelles est appliqué un taux de recouvrement.

En octobre 2022, deux instruments de couverture de taux ont été mis en place, au travers de deux swaps cinq ans payeurs taux fixe contre Euribor 1 mois pour un montant global de 300,0 millions d'euros, permettant de couvrir une partie de l'emprunt à terme à taux variable.

Le calcul de sensibilité de la dette à taux variable et des couvertures de taux aux variations de taux d'intérêts est effectué sur la durée totale des engagements jusqu'à maturité, comme présenté ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>		30 juin 2026
Emprunts auprès des établissements de crédit	Crédit bancaire syndiqué	Titrisation
Exposition	600,0	300,0
Couverture	300,0	n/a
Position nette	300,0	300,0
Sensibilité - 0,50 % sur les taux d'intérêt		
Exposition - Impact Compte de résultat	3,9	1,4
Couverture - Impact Capitaux propres	(1,8)	n/a
Sensibilité + 0,50 % sur les taux d'intérêt		
Exposition - Impact Compte de résultat	(3,9)	(1,4)
Couverture - Impact Capitaux propres	1,8	n/a

La sensibilité de la dette à taux variable non couverte, à une variation de taux de plus ou moins 0,50 % représenterait un impact en compte de résultat de plus ou moins 3,0 millions d'euros sur un exercice de 12 mois.



19.3. RISQUE DE CHANGE

Les risques de change de transactions des filiales françaises sont gérés de façon centralisée par la holding intermédiaire SPIE Operations :

- au travers d'une Convention de Garantie de Change Interne pour les flux en devises correspondant à des opérations 100 % Groupe SPIE ;
- en intermédiation pour les flux en devises correspondant à des opérations en participation.

Dans les deux cas, SPIE Operations se couvre sur le marché par la mise en place de contrats à terme. D'autre part, concernant les appels d'offres, les risques de change peuvent faire l'objet le cas échéant de couvertures à travers des polices COFACE.

L'exposition aux principaux risques de change du Groupe portant sur le dollar américain, le dollar australien, la couronne tchèque, le franc suisse et le zloty polonais est présentée ci-dessous :

En millions d'euros

Devises	USD (dollar américain)	AUD (dollar australien)	CZK (couronne tchèque)	CHF (franc suisse)	PLN (zloty polonais)
Cours de clôture	1,1394	1,6544	24,256	0,9224	4,2955
Exposition	(11,9)	63,9	1 030,0	72,6	265,4
Couverture	12,3	(63,9)	(1 030,0)	(72,6)	(265,0)
Position nette hors options	0,36	0,05	0,00	0,04	0,36
Sensibilité du cours de la devise de - 10 % par rapport à l'euro					
Exposition - Impact Compte de résultat	(1,16)	4,29	4,72	8,75	6,86
Couverture - Impact Compte de résultat	1,20	(4,29)	(4,72)	(8,75)	(6,86)
Sensibilité du cours de la devise de + 10 % par rapport à l'euro					
Exposition - Impact Compte de résultat	0,95	(3,51)	(3,86)	(7,16)	(5,62)
Couverture - Impact Compte de résultat	(0,98)	3,51	3,86	7,16	5,61
Impact réserves de la comptabilité de couverture (cash-flow hedge)	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

Le montant estimé au titre de l'impact du risque de crédit sur les dérivés de change au 30 juin 2026 est non significatif (idem pour sa variation sur l'année 2026 en cours).



19.4. RISQUE DE CONTREPARTIE

Le Groupe n'a pas de risque de contrepartie significatif. Les risques de contrepartie sont essentiellement liés aux :

- placements de trésorerie ;
- créances clients ;
- prêts accordés ;
- instruments dérivés.

Le Groupe n'a pas de risque de contrepartie significatif au 30 juin 2026.

Le Groupe réalise essentiellement ses placements de trésorerie dans des dépôts à terme et comptes courant rémunérés à vue auprès de ses principales banques.

Les dérivés existants dans le Groupe (cf. Note 19.1) relatifs à :

- des achats à terme pour 28,7 millions d'USD et ventes à terme pour 16,4 millions d'USD ;
- des ventes à terme pour 72,7 millions de CHF et un achat à terme pour 0,1 million de CHF ;
- des ventes à terme pour 265,0 millions de PLN ;
- des ventes à terme pour 63,9 millions d'AUD ;
- une vente à terme pour 1 030,0 millions de CZK.

sont répartis de la façon suivante au 30 juin 2026 (en contre-valeur Euro) :

- CACIB : 70 %
- BNP PARIBAS : 26 %
- NATIXIS : 4 %

19.5. RISQUE DE LIQUIDITÉ

La liquidité du Groupe au 30 juin 2026 est de 1 562 millions d'euros, comprenant 562 millions d'euros de trésorerie disponible et 1 milliard d'euros de ligne *Revolving Credit Facility* (RCF) non tirée.

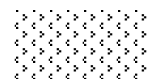
Le Groupe possède un programme de titrisation de créances commerciales dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Huit filiales du Groupe participent en qualité de cédantes au programme de cession à un Fonds Commun de Titrisation dénommé « SPIE Titrisation ».
- SPIE Operations intervient dans ce programme de titrisation en qualité d'Agent centralisateur pour le compte du Groupe vis-à-vis de la banque dépositaire.

Ce programme de titrisation de créances prévoit pour les sociétés participantes de céder en pleine propriété au Fonds Commun de Créances « SPIE Titrisation » leurs créances commerciales permettant l'obtention d'un financement d'un montant total maximum de 300,0 millions d'euros.

Au 30 juin 2026, les créances titrisées représentent un montant de 564,4 millions d'euros, pour un financement obtenu de 300,0 millions d'euros.

Le Groupe ne présente pas de risque de liquidité au 30 juin 2026.



19.6. RISQUE DE CRÉDIT

Les principales politiques et procédures liées au risque de crédit sont définies au niveau Groupe. Elles sont pilotées par la Direction Financière du Groupe et contrôlées tant par elle que par les différentes Directions Financières au sein de chacune de ses filiales.

La gestion du risque de crédit reste décentralisée au niveau du Groupe. Au sein de chaque entité, le risque de crédit est animé par la fonction Crédit Management qui s'appuie tant sur la politique "Credit Management Groupe" que sur le Manuel des bonnes pratiques partagé par tous. Les délais de paiement sont quant à eux définis par les conditions générales de vente qui prévalent au sein du Groupe.

Dès lors, le service Crédit Management gère et contrôle l'activité de crédit, les risques, les résultats et assure le recouvrement des créances commerciales qu'elles soient cédées ou non.

Un suivi de tableaux de bord mensuel est déployé pour mesurer notamment le financement Clients au niveau opérationnel qui est un outil de mesure du crédit client qui prend en compte des données hors taxe de facturation et de production ainsi que des données clients (créances échues et avances) calculé en nombre de jours de facturation.

L'attention permanente de la direction Générale portée sur le BFR constitue un élément essentiel de la génération de trésorerie, agissant en particulier sur le processus de facturation, l'amélioration dans ses systèmes d'informations de la gestion du poste client et la réduction des retards de paiement.

Les dépréciations nettes des créances commerciales comptabilisées au Compte de Résultat sont détaillées ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	Dont Allemagne	Dont France	Dont autres	31 déc. 2025
Dépréciations sur créances commerciales	(8,7)	(2,5)	(5,3)	(0,9)	(21,6)
Reprise de dépréciations sur créances commerciales	14,1	1,9	5,9	6,3	17,0
Dépréciations nettes des créances commerciales	5,4	(0,6)	0,6	5,4	(4,6)

Autres notes

NOTE 20. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions significatives entre parties liées au cours de la période du 1er janvier au 30 juin 2026, ni de modification significative des transactions entre parties liées décrites dans l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

NOTE 21. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

21.1. GARANTIES OPÉRATIONNELLES

Dans le cadre de ses activités, le Groupe SPIE est amené à fournir un certain nombre d'engagements que ce soient des garanties d'exécution des travaux, de remboursement d'avances, de remboursement de retenues de garantie ou des garanties de maison mère.

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2026	31 déc. 2025
Engagements donnés		
Garanties bancaires & assurances	1 989,5	1 781,4
Garanties maison mère	30,7	47,7
Total engagements donnés	2 020,2	1 829,1
Engagements reçus		
Avals, cautions, garanties reçus	163,3	134,6
Total engagements reçus	163,3	134,6



21.2. AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS ET RECUS

Il n'existe aucun nantissement de titres de participation à la date du 30 juin 2026.

NOTE 22. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

22.1 CONTRAT DE LIQUIDITE

Le 1er juillet 2026, SPIE a mis en œuvre un contrat de liquidité avec BNP Paribas Financial Markets. La période initiale du contrat est fixée jusqu'au 31 décembre 2026 et il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de douze mois.

Ce contrat a été établi dans le cadre de la réglementation en vigueur, notamment la Décision AMF n° 2021-01 du 22 juin 2021. Ce contrat a pour objet l'animation de l'action ordinaire de SPIE sur le marché réglementé d'Euronext Paris sous le code ISIN FR0012757854.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 15,0 millions d'euros en espèces sont affectés au compte de liquidité. Le compte de liquidité est intégré dans le périmètre de la centralisation de trésorerie.

22.2 CROISSANCE EXTERNE EN ALLEMAGNE

Le 10 juillet 2026, le Groupe a procédé à l'acquisition d'une seconde tranche du Groupe **ROFA Industrial Automation AG (ROFA)** pour un montant de 71,0 millions, portant le pourcentage d'intérêts du Groupe de 89,67% à 100,00%.

